

TROISIÈME PARTIE

LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

III-1 Les objectifs d'aménagement inscrits au Projet d'Aménagement et de développement durable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune de Pernes en Artois s'appuie sur deux constats :

➤ la commune, comme le montre son intégration dans un certain nombre de structures de coopération intercommunale, s'inscrit dans un ensemble qui dépasse largement ses limites communales. Un certain nombre d'objectifs communaux s'inscrivent donc dans cette perspective.

➤ le territoire strictement communal se divise en quatre territoires qui ont leur propre logique de développement :

- le *bourg* implanté le long du coteau de la rive gauche de la vallée de la Clarence, correspond aux secteurs construits et leurs abords immédiats

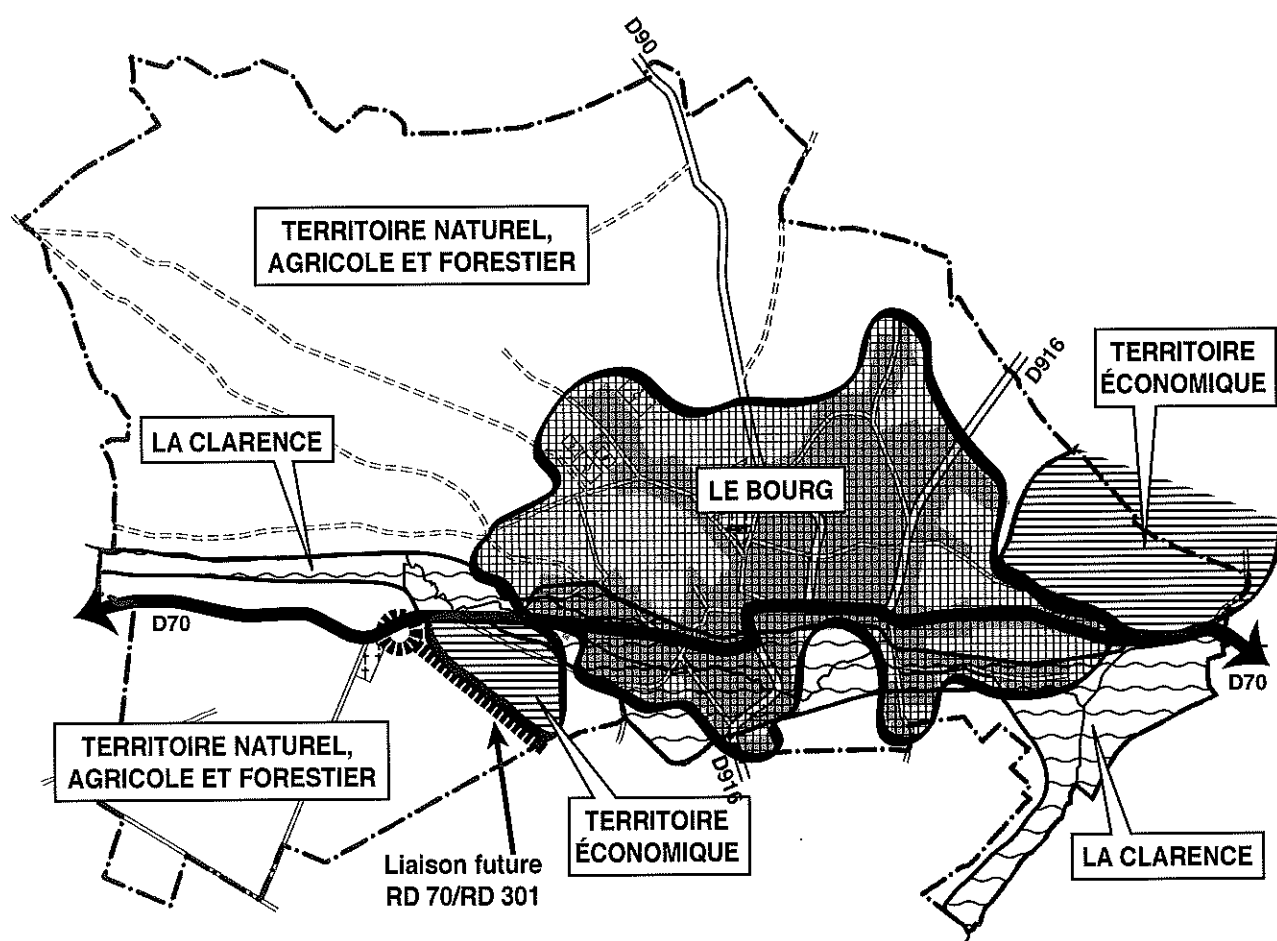
- le *territoire économique*, composé de la carrière de grès à l'est du territoire communal et d'une zone à vocation future d'accueil d'activités économiques s'appuyant sur le futur point de rencontre de la RD 70 et de la RD 301.

- le *territoire naturel, agricole et forestier* correspondant au plateau agricole, au bois de la ville et aux massifs boisés ponctuant la zone agricole.

- les espaces sensibles liés à la *vallée de la Clarence*

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la Commune de Pernes en Artois se développe, sur chaque territoire, en orientations générales et en actions à mettre en œuvre en terme de zonage et de règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Pernes-en-Artois : Les territoires



Echelle 1/20 000

III-11 Le bourg

III- 111 Préserver le caractère de bourg-centre de Pernes

III- 1111 Maintenir un tissu commercial diversifié et attractif, et une bonne offre de services

Pernes en Artois de par son tissu commercial diversifié et attractif joue traditionnellement le rôle de bourg-centre au sein de son territoire. Au sein du territoire communal, sont recensés une quinzaine de commerces de détail dont une supérette, une quinzaine de services marchands dont 4 banques et 5 coiffeurs et une dizaine d'autres services. La gamme de produits proposés par les commerces et services de Pernes en Artois est variée, certains se présentent comme anomaux (matelassier, électroménager...). La diversité des commerces, services et artisanat implantés au sein de la commune est un atout que la municipalité souhaite conserver afin de préserver l'animation de la commune et son caractère attractif.

III- 1112 Permettre l'extension et la création d'activités économiques (commerces, services, bureaux, certaines activités artisanales) au sein du tissu bâti actuel et futur (quartiers existants et futurs quartiers)

Pernes en Artois possède de nombreux commerces, services et activités artisanales répondant aux besoins de la population. La municipalité n'a que peu de prise sur d'éventuelles implantations. Elle est toutefois attentive à toute initiative qui se présente. La commune souhaite donc ne pas contraindre de nouvelles implantations de commerces, services, activités artisanales et de bureaux et, au contraire, en favoriser l'implantation. Ce autant en secteur central, où la densité commerciale est déjà importante, que dans le reste de la zone urbanisée ou dans les secteurs d'urbanisation future afin d'assurer une diversité des fonctionnalités urbaines. Cette diversité est un gage de la bonne intégration des zones d'urbanisation future, des liens sociaux entre les nouveaux ménages s'installant sur la commune et de la population résidente. Elle permet de constituer une offre d'emploi de proximité limitant le phénomène de résidentialisation menaçant la commune, et participe à l'animation des quartiers.

III- 1113 Favoriser et développer l'activité commerciale, artisanale et de service autour de la place : conforter le commerce de centre-ville

La Grand Place de Pernes en Artois regroupe plus d'une vingtaine de commerces, services et artisanat. L'attractivité de ces commerces et services dépasse le cadre d'une offre de proximité à l'échelle de la commune et participe pleinement à la définition de la centralité du bourg. En outre, cette concentration des commerces, services et artisanat s'inscrivant comme la résultante de la tradition marchande du bourg constitue une potentialité de développement touristique importante que la commune souhaite renforcer.

III- 112 Bien répartir et mieux organiser l'extension du bâti à vocation d'habitat

III- 1121 Maintenir la population communale

La population totale de Pernes en Artois augmente depuis 1982. Rappelons que durant la période 1990-1999, la population gagnait 92 habitants, le nombre de ménage augmentait de 6 unités et le nombre de constructions nouvelles s'élevait à 32.

De nouveaux logements doivent donc être réalisés pour accueillir les décohabitants, ainsi que les nouveaux ménages travaillant, pour l'essentiel d'entre eux, dans des entreprises ou des services situés dans le béthunois.

Afin de répondre à la demande en logement sur la commune, le Conseil municipal, lors de son débat sur le Projet, a décidé d'inscrire un développement de 1 % de la population communal d'ici 2012.

Ce souhait de stabiliser la population communale implique d'inscrire l'équivalent de 200 parcelles en zones urbanisables. A l'heure actuelle un recensement effectué courant 2000, lors des premières études d'élaboration du document d'urbanisme, ne recensait que 98 possibilités de construction en prenant en compte les zones potentiellement inondables qui malgré un classement au POS opposable en zone constructible ne peuvent être comptabilisées.

Nombre de constructions à usage d'habitat réalisables sur les parcelles disponibles de Pernes en Artois au POS opposable
(recensement de juin 2000)

Critères :

- zone U : moyenne de 20 m de façade pour les parcelles issues de découpage ou superficie moyenne des lots de 600 m² plus 25% d'équipements (voiries et espaces verts) soit 750 m² par habitation dans les lotissements de parcelles profondes
- zone 30 NA : superficie moyenne des lots de 800 m² plus 25% d'équipements (voiries et espaces verts) soit 1000 m² par habitation
- zone NB : moyenne de 20 m de façade pour les parcelles issues de découpage ou superficie moyenne des lots de 600 m² plus 25% d'équipements (voiries et espaces verts) soit 750 m² par habitation dans les lotissements de parcelles profondes

Zone	Localisation	Nombre de parcelles libres ou superficie libres	Nombre de constructions réalisables
U	Les Prés de Marest Ouest	4	3
U	Rue du Moulin	1	1
U	RN 10 (Vallée Cornouille Ouest)	1	1
U	Sous le Berlimont	1	1
U	La Blanchisserie est	1	4
U	Les Mares Leconte	1	1

U	La Blanchisserie ouest	2	4
U	Vers Pressy	1	1
<i>Total zones U</i>			16
30NA	Vallée Cornouaille Ouest	41,4 ha	52
30NA	Le bourg ouest - Calvaire	5,65 ha	74
30NA	Le Marais Leconte	2,34 ha	29
<i>Total zones NA</i>			155
NB	Fontaine Bleue	2	9
NB	Rue du Moulin	3	3
NB	La Carnoye	4	5
<i>Total zones NB</i>			17
Total			188

En fonction des projections choisies, la commune devra prévoir en sus des parcelles libres constructibles dans le cadre du PLU.

	<i>Hypothèse 1 : Population stable</i>	<i>Hypothèse 2 : Augmentation de population de 1%</i>	<i>Hypothèse 3 : Augmentation de population de 6%</i>
Besoins estimés en nouveaux logements	66 à 93	73 à 100	105 à 134
Parcelles libres à inscrire au PLU en prenant en compte la rétention foncière	132 à 186	146 à 200	210 à 268
Parcelles disponibles dans le cadre du POS	188	188	188
Parcelles à inscrire au PLU en sus des parcelles inscrites du POS opposable	/	+12	+80
<i>Superficie nécessaire</i>	/	+1,3 ha	+8,8 ha

Une des fortes volontés communales exprimée dans le projet d'aménagement et de développement durable est d'organiser l'urbanisation future du bourg de manière cohérente et équilibrée et ainsi de stopper l'urbanisation linéaire le long des RD 916 et RD 70.

A cette fin, la commune a donc étudié les possibilités d'ouverture à l'urbanisation de trois groupes de larges parcelles situées à proximité immédiate du tissu bâti actuel.

Superficie nécessaire au développement de la commune de Pernes

	Parcelles disponibles dans le cadre du POS opposable (U +30 NA+NB)	Parcelles pouvant être inscrite au PLU en zone U en sus des parcelles inscrites en zone U au POS opposable	Parcelles à inscrire au PLU en zone AU afin de satisfaire à l'objectif d'augmenter la population de 1 % d'ici 2012
Besoins : 200 parcelles	188	0	12
Superficie nécessaire			Environ 1,3 ha

Le besoin en parcelles constructibles représente un problème pour la commune car, dans le cadre du POS opposable :

- les dents creuses sont insuffisantes en zone urbaine,
- les zones inscrites à long terme au POS opposable sont mal situées ou mal connectées au reste du bourg (zones potentiellement inondables ou à proximité de la carrière).

La commune a donc étudié et repensé les zones d'urbanisation futures inscrites au POS opposable et analysé d'autres possibilités d'ouverture à l'urbanisation de parcelles situées à proximité immédiate du tissu bâti actuel.

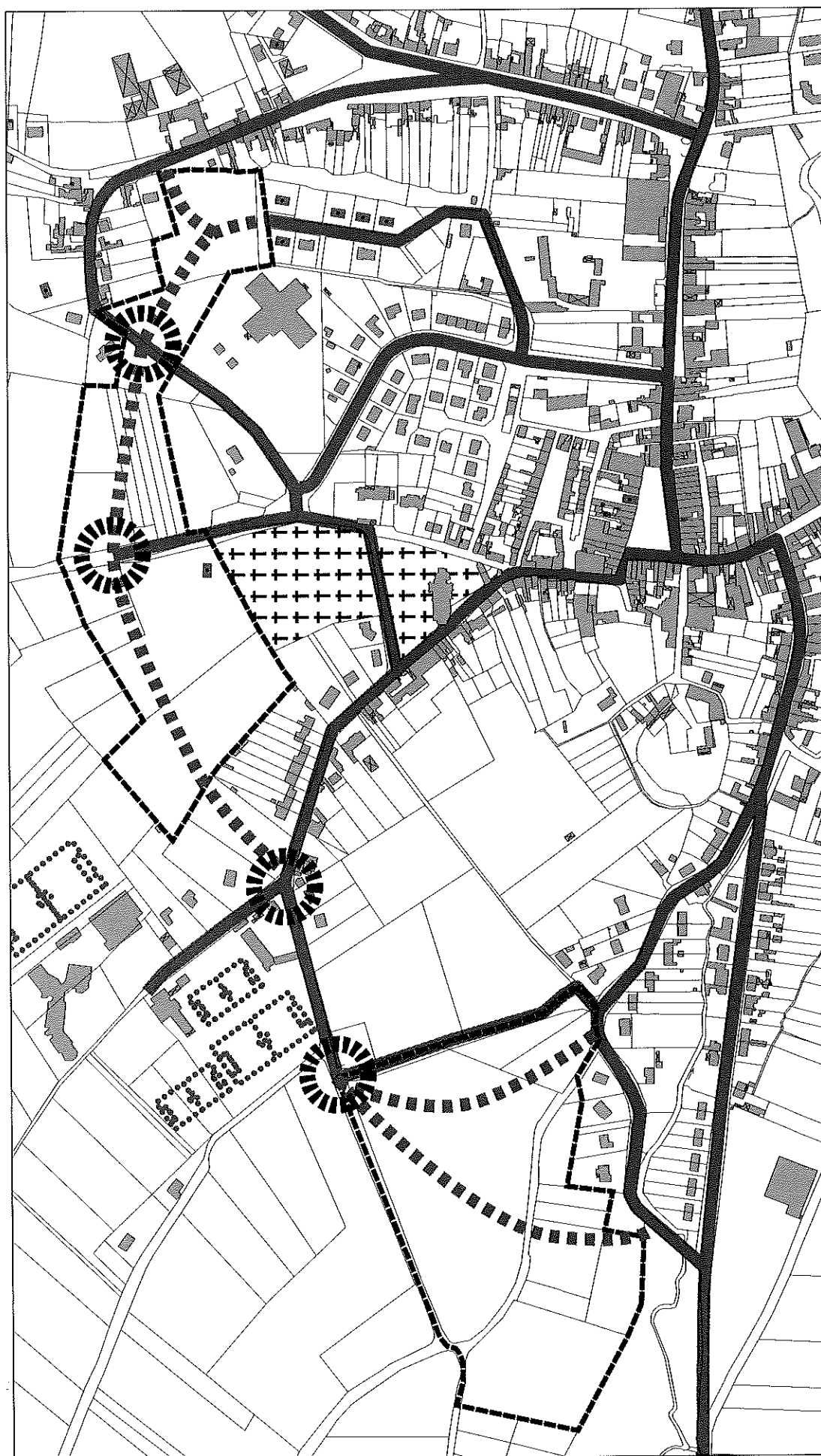
Ces groupes de parcelles devant par ailleurs :

- offrir plusieurs fenêtres sur les voiries existantes afin d'éviter toute urbanisation en impasse
 - être suffisamment desservies par les réseaux (voirie suffisante, réseau d'eau potable pouvant assurer la défense incendie, réseau électrique, possibilité de se raccorder facilement au réseau d'assainissement,...)
 - optimiser l'utilisation des réseaux existants
 - présenter une configuration permettant de recréer de rues de village se rattachant à la trame viaire traditionnelle.
- permettre d'atteindre les objectifs de construction définis par la commune.

Dans le même temps, ces objectifs devaient prendre en compte d'autres orientations du PADD :

- ne pas urbaniser aux abords et dans le fond de vallée de la Clarence
- ne pas urbaniser les zones à risque d'inondation
- ne pas urbaniser en continuité du site de la carrière de grès
- protéger l'espace agricole et les espaces naturels sensibles
- protéger et s'éloigner des exploitations agricoles pratiquant l'élevage.
- protéger le bois de la ville et ses lisières

Schéma d'ensemble des zones d'urbanisation future



échelle : 1/5000

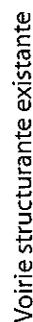
Traitement de carrefour,
point de connexion aux radiales
dirigées vers le centre



Création de voies traversantes
radioconcentrique au centre-ville,
reliant chaque quartier entre eux



Limite de la zone
Voirie structurante existante





Au cœur du centre-bourg, la Grand'Place concentre les commerces, services et équipements publics au sein d'un patrimoine bâti qualitatif caractérisé par des constructions assez étroites et jointives, trame héritée du passé de l'ancienne cité fortifiée.



Vue à partir du lotissement « les résidences du Haut d'Artois », se terminant actuellement en impasse.

III- 1122 En offrant une diversité de site

Afin d'organiser une extension de l'urbanisation cohérente, la commune ne souhaite pas créer de déséquilibres par l'urbanisation d'une grande zone mais privilégie l'intégration de ces zones d'urbanisation future en profondeur aux abords de l'enveloppe urbanisée actuelle réparties sur trois sites. La diversité des sites répond à la configuration de la commune qui ne se constitue pas comme un territoire homogène mais présente une mosaïque de paysages et permet par conséquent d'offrir des potentialités différentes en fonction de la zone, adaptées aux besoins des nouveaux résidents.

Trois sites ont été retenus :

- Le premier au lieu dit *la vallée de Cornaille ouest* au nord-est du bourg lie deux zones déjà urbanisées aux abords d'une zone naturelle ponctuée de massifs boisés
- Le deuxième aux lieux dits *les Fiefs* et *la Roussette* à l'ouest de la zone urbanisée localisé aux abords du plateau agricole, préservant une zone naturelle par rapport à l'enveloppe du bourg et disposant du pôle d'équipements sportifs et scolaires à sa limite nord.
- Le troisième au lieu dit *Le Calvaire* au nord du bourg est une zone traversante est-ouest permettant de lier transversalement le hameau Blaringhem et le pôle scolaire et sportif.

Le choix d'urbaniser plusieurs typologies de sites répond à la volonté de la commune de disposer d'une offre variée pouvant correspondre à des demandes différenciées de la part des migrants et de leurs attentes en terme de cadre de vie.

III- 1123 En faisant en sorte que les futurs quartiers s'insèrent et se connectent aux quartiers existants et à la vie communale au travers la diversité de leur population.

En outre de la volonté communale de voir se développer et se renforcer une mixité urbaine au sein des zones d'extension de l'urbanisation, la commune souhaite instaurer une mixité sociale de ces zones afin de favoriser l'intégration de ces futurs quartiers aux anciens et de préserver les liens sociaux entre les habitants et les nouveaux résidents.

III- 113 Retisser les différentes "parties" de la commune

III- 1131 Recréer une voirie radioconcentrique permettant, par la connexion avec les radiales existantes, d'organiser une circulation fluide des piétons, des deux roues et des voitures

Afin d'intégrer les nouveaux quartiers aux anciens et d'affirmer une cohérence dans le maillage viaire de la commune, les voiries des zones mixtes d'urbanisation future seront reliées au réseau de voirie communale et non en cul de sac. Elles participeront au renforcement de la connexion des zones urbaines développées de manière linéaire le long des axes structurants de la commune.

D'autre part, les nouvelles rues créées pour la desserte des futurs quartiers à usage d'habitations permettront de restructurer le plan de circulation de la commune. Les nouvelles rues créées au sein des futurs quartiers d'habitation formeront un maillage complémentaire et alternatif aux voies structurantes du bourg. Ces nouvelles voies permettront la création d'un axe traversant radioconcentrique au centre ville reliant les différents quartiers (cf : schéma d'ensemble des zones d'urbanisation future).

Ainsi :

- Au sein du premier site au lieu dit *la vallée de Cornaille ouest*, la zone sera desservie à partir de la rue chante au vent, à l'emplacement à l'heure actuelle d'une dent creuse.
- Le deuxième site localisé aux lieux dits *les Fiefs* et *la Roussette* sera desservie à partir de la rue des Carrimarants, se prolongera au sein de la zone par deux axes dont un débouchera au début de la rue du 8 mai à l'ouest des constructions existantes et l'autre donnera sur la rue du 8 mai à l'est du croisement de la rue avec le chemin Roussette.
- Le troisième site au lieu dit *Le Calvaire* sera desservi à partir des rues de la résidence des Hauts d'Artois et de Blaringhem. Cet axe se prolongera d'est en ouest créant des points de connexion avec la rue de Blaringhem et le chemin de Pernes à Aumerval, et débouchera sur la rue de l'Eglise au niveau du carrefour entre la rue de l'Eglise et du chemin Forestel.

Cette connexion permettra notamment une meilleure intégration du lotissement les résidences du Haut d'Artois se terminant actuellement en cul de sac et de la maison de Retraite les Verrières se situant aux limites de l'enveloppe urbaine.

III- 1132 Organiser et localiser les futurs quartiers de sorte de limiter les déplacements automobiles et réguler la circulation future, en particulier dans le centre.

Afin de ne pas nuire à la qualité de vie du bourg et tout particulièrement du centre-ville où sont fixés des objectifs de requalification et de développement de l'attractivité touristique, le souhait communal est de localiser les futurs quartiers urbanisés de manière à ne pas engendrer un trafic supplémentaire trop important. C'est pourquoi l'urbanisation future sera réalisée dans un périmètre inférieur à 700 mètres par rapport à l'hypercentre de Pernes regroupant les commerces et les services, favorisant ainsi le déplacement à pied des habitants vers le centre de vie.

III- 114 Mettre en valeur le patrimoine historique et architectural

III- 1141 Valoriser certains atouts de la commune : la trame du centre-ville, le patrimoine rural traditionnel...

Enrichie d'un patrimoine bâti qualitatif constitué, comme vue antérieurement, de maisons de ville à la proximité de la motte féodale correspondant à la trame étroite de l'ancienne ville fortifiée, de fermes élémentaires, de maisons de notables..., la commune souhaite préserver et mettre en valeur ce qui constitue le caractère et l'identité du bourg, et qui participera à l'objectif de développement touristique que s'est fixé la commune.

III- 1142 Requalifier les places.

Dans une optique de qualification de l'espace public afin d'offrir un cadre de vie agréable aux résidents de la commune mais également de renforcer l'attractivité du bourg vis à vis des visiteurs potentiels, la commune souhaite s'engager dans une politique de requalification des espaces publiques. La Grand Place et la Place du England située à l'intersection de la rue des Gorins et du chemin du près England constituent des enjeux majeurs en terme d'amélioration de l'espace public afin d'avoir une lecture claire de l'espace et ainsi répondre aux objectifs cités précédemment de promouvoir le tissu commercial encadrant la Grand Place et de renforcer le caractère de bourg-centre de Pernes-en-Artois.

III- 115 Conforter et prendre en compte un meilleur accueil autour du pôle scolaire et sportif

III- 1151 Organiser une meilleure desserte de la salle de sport et des terrains situés derrière le collège.

Au nord-ouest du bourg, est localisé un pôle d'équipements scolaires et sportifs comprenant un collège, une école élémentaire, plusieurs terrains de foot et un complexe sportif. Le complexe sportif Luce, mitoyen du collège du Berlimont débouche sur le chemin Forestel. Un terrain de foot s'étend à l'arrière du collège et du complexe sportif. La zone mixte d'urbanisation future au lieu dit « Le Calvaire » débouche à l'arrière des constructions localisées chemin Forestel à proximité du pôle scolaire et sportif. Afin de mieux in-

tégrer ce pôle sportif au bourg mais aussi de répondre aux objectifs cités précédemment dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable concernant la connexion des zones d'urbanisation future à l'enveloppe urbaine actuelle, la commune souhaite organiser une meilleure desserte de ces équipements notamment en intégrant un accès à partir de cette zone d'urbanisation future.

III- 1152 Prévoir des aires de stationnements suffisants.

Comme évoqué au sein du diagnostic, les équipements scolaires à l'heure actuelle doivent répondre à une capacité d'accueil de plus de 450 élèves. De plus, le complexe sportif et les terrains de football présente une forte attractivité nécessitant une infrastructure adaptée à l'accueil de visiteurs. Le choix communal de recevoir de nouveaux ménages implique d'améliorer la capacité d'accueil de ces équipements. C'est pourquoi la commune désire aménager des aires de stationnement adaptées afin de conforter la capacité d'accueil du pôle scolaire et sportif et d'offrir un cadre qualitatif aux habitants où les pratiques sportives et de loisirs pourront se dérouler.

III- 1153 Penser aux utilisateurs étrangers à la commune en développant une bonne signalétique du complexe.

Les équipements scolaires et sportifs ont une influence en terme d'accueil dépassant le cadre de la commune. La commune souhaite conforter l'accueil des visiteurs étrangers à Pernes en Artois et intégrer une signalétique du pôle scolaire et sportif afin de les guider au sein de la commune.

III- 116 Améliorer la sécurité en ville

III- 1161 Prendre en compte la future liaison RD 301/RD 70 afin de pouvoir, à terme, alléger le trafic poids-lourds traversant le centre ville en s'appuyant sur le point d'échange situé sur la commune de Pressy et permettant un accès direct au centre ville (RD 916/RD 301)

La RD 916 reliant Saint-Pol sur Ternoise à Lillers coupe le territoire communal du nord au sud en passant par le centre-bourg de Pernes. La circulation induite par la présence sur le territoire communal de Lillers d'un échangeur permettant de rejoindre l'A26 a donc des conséquences directes sur le trafic de poids lourds au sein du centre-ville de Pernes en Artois. La municipalité dans son désir de valoriser son centre-bourg et de limiter les nuisances créées vis à vis des habitations souhaite que ce trafic poids-lourds s'allège au centre-ville par la création d'un nouvel axe reliant la RD 301 à la RD 70.

III-12 Le territoire économique

III- 121 Un développement économique durable et maîtrisé

III- 1211 Réaliser une zone d'activités commerciale et artisanale, de taille raisonnable, à l'ouest du bourg, au futur point de rencontre de la RD 70 avec la RD 301

L'accueil de nouvelles entreprises est l'un des objectifs que s'est fixé la municipalité de Pernes en Artois. C'est pourquoi la commune souhaite créer une zone d'activités commerciales et artisanales s'étendant le long de l'avenue du président à l'ouest du bourg et en profondeur vers le sud. Cette zone spécifique permettra d'avantager la création d'emplois dans la commune pour éviter le départ d'actifs, notamment des jeunes et de limiter la résidentialisation du bourg se traduisant par l'accueil de ménages ayant un emploi à l'extérieur de la commune et par conséquent l'augmentation des migrations pendulaires. D'autre part, cette zone d'activités commerciales et artisanales donnera la possibilité à la supérette *Shopi*, actuellement limitée dans ces possibilités d'extension par sa localisation en centre-ville de se développer et à la caserne des pompiers de disposer d'un site accessible au cœur de la communauté de commune.

La desserte de la zone d'activité s'appuiera sur le futur point de rencontre entre la RD 70 et la RD 301 ou à proximité afin de limiter le trafic de poids-lourds et les nuisances induites pour les habitations, commerces et services des zones urbaines mixtes, et particulièrement du centre-ville.

Une exploitation agricole pratiquant l'élevage est située à moins de 300 m de cette zone. Une partie de ses terrains correspond à ses pâtures attenantes. La partie sud-est de cette zone d'activité jouxtant la zone agricole correspond au chemin emprunté à l'heure actuelle par l'exploitant pour se rendre sur d'autres pâtures plus au sud. La municipalité a donc pris en compte que l'urbanisation du secteur dans sa totalité, si elle devait se réaliser rapidement créerait une gêne pour l'exploitant agricole. C'est pourquoi une partie de la zone à vocation d'activité ne pourra être urbanisée qu'à long terme, suite à une enquête publique modifiant le Plan Local d'Urbanisme.

III- 1212 Prévoir que ce site d'implantation ne puisse accueillir d'éventuelles activités trop nuisantes (pollution sonore, olfactive,...) pour être admises au sein du tissu bâti actuel et futur.

Un certain nombre d'entreprises peuvent parfois présenter une gêne pour les habitants (bruit, odeur, poussières, important trafic poids-lourd, ect...). Cette cohabitation conflictuelle peut être évitée grâce à la création de cette zone urbaine spécifique à l'intérieur de laquelle, seules les activités économiques sont autorisées, principalement les activités commerciales et artisanales mais également les activités trop nuisantes pour se situer à proximité d'une zone d'habitations. La municipalité a donc défini un secteur répondant à ces soucis pour ne pas contraindre l'implantation d'activité au sein de la commune.

Le futur point de rencontre entre la RD 70 et la RD 301 qui desservira la zone permettra de ne pas générer de trafic routier dans la zone urbanisée.

III- 122 Dynamiser, autour de l'existant, l'économie communale

III- 1221 Développer l'emploi dans la commune

Afin d'offrir des potentialités d'emploi aux ménages s'installant sur la commune et de renforcer le caractère attractif de Pernes en Artois, il est nécessaire d'accroître l'offre d'emploi sur la commune. L'augmentation d'une population active ayant un emploi à l'extérieur de la commune a pour conséquence l'augmentation du trafic liée au phénomène de migrations pendulaires. C'est pourquoi afin de limiter ce phénomène et de participer à la vitalité économique du bourg, la municipalité souhaite développer l'emploi en favorisant le développement et l'implantation d'activités économiques sur le territoire communal.

III- 1222 Dynamiser le commerce et l'économie communale

La vitalité des entreprises implantées sur le territoire communal est un enjeu que la municipalité veut maintenir et développer afin de conserver une commune attractive et vivante, et de ne pas s'orienter vers une situation de commune dortoir.

III- 123 Une extension mesurée de la carrière

III- 1231 Maîtriser le développement de la carrière en limitant son extension uniquement au nord et à l'est de son emprise actuelle.

Une carrière exploitant le grès se localise à l'entrée est de la commune le long de la RD 916. Afin de donner à cette entreprise la possibilité d'assurer la pérennité de son développement économique, mais aussi de contrôler son extension pour des raisons de nuisances et de sécurité, la municipalité souhaite permettre l'accroissement contrôlé de la carrière. Cette extension s'inscrit principalement vers le nord et à l'est (lieu dit *la vallée Corneille est*) par rapport à l'emprise actuelle du site sans nouvelle sortie sur la RD 916.

III- 1232 Maintenir la zone tampon réglementaire entre le site de la carrière et la zone habitée.

Afin d'assurer un cadre de vie de qualité aux futurs résidents et de protéger au mieux les habitants contre les nuisances sonores, olfactives et visuelles que peuvent générer une carrière, la municipalité souhaite éviter de rendre constructible les terrains situés le long de la carrière, en préservant ainsi la zone tampon entre la carrière et la zone d'urbanisation existante et future.

III- 1233 Prévoir une extension de faible densité des quartiers d'habitation à proximité de la carrière

Pour limiter les nuisances que peut engendrer la carrière à proximité d'une zone urbaine mixte, au delà de la zone de protection tampon prévue, l'urbanisation future des quartiers d'habitations sera d'une densité moindre.

III- 1234 Veiller au respect des règles de sécurité d'exploitation du site et à la réhabilitation progressive des zones exploitées

L'équipe communale souhaite que l'exploitation de la carrière, afin d'assurer la protection des habitants et d'en limiter les nuisances potentielles, réponde aux normes de sécurité et assure progressivement la remise en état du site afin d'en assurer l'intégration environnementale et paysagère.

III- 1235 Considérer très en amont l'avenir de la carrière après sa fermeture (ne pas la combler totalement et y favoriser la rétention des eaux pour la transformer en site de loisirs communale avec l'accord préalable de la Municipalité, ...)

Afin de prévoir l'usage futur du site à long terme après l'échéance de l'autorisation d'exploitation de la carrière, la commune inscrit la volonté lors de la cessation d'activité de remettre en état le site en limitant les risques induits sur l'environnement et en y intégrant une dimension de loisirs.

III- 124 Développer les potentialités touristiques

III- 1241 Protéger le patrimoine historique, architectural et paysager

La municipalité désire prendre appui sur les potentialités patrimoniales dont elle dispose afin de dynamiser l'économie locale et l'animation du bourg. Pour répondre à ces objectifs, la commune souhaite protéger le patrimoine communal dont le site de l'ancienne motte féodale, la structure et l'architecture du centre-village, les abords du cimetière militaire et le bâti rural traditionnel et ses accompagnements végétaux (chapelle, cense...)

III- 1242 Développer des activités liées à l'eau aux abords de la Clarence et aux espaces boisés

La Clarence et le bois de la ville constituent des éléments structurants de l'identité locale du secteur à mettre en valeur en développant les activités ludiques liées à l'eau aux abords du cours d'eau (promenade, accueil des visiteurs...) et aux espaces naturels boisés, afin d'une part, de participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, et d'autre part, de renforcer l'attractivité touristique de la commune.

III- 1243 Protéger et diversifier, si nécessaire, les équipements sportifs et de loisirs

Les équipements sportifs et de loisirs participent à l'attractivité de la commune vis à vis des visiteurs extérieurs à la commune. La municipalité souhaite conserver et renforcer cette offre afin de disposer d'une gamme variée d'activités de détente et de loisirs sur le territoire communale, notamment par la création d'un plateau multisports, et ainsi répondre aux besoins des habitants et participer au développement touristique du secteur.

III-13 La Vallée de la Clarence

III- 131 Protéger

III- 1311 Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence.

Outre la volonté affichée plus haut de ne plus développer d'urbanisation à vocation d'habitat le long de la Clarence, de protéger les espaces naturels situés le long du cours d'eau et de parfaire le système d'assainissement afin de réduire au maximum les pollutions, l'équipe municipale veut marquer sa volonté de préserver les secteurs non urbanisés du fond de vallée (les lieux dits du *près de Marest* et de *la Ferté*, du *Guit* et de *la Fontaine Bleue*) et d'imposer un recul par rapport aux berges du cours d'eau à toutes nouvelles constructions dans les zones déjà urbanisées.

III- 1312 Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque fort d'inondation en cours de définition dans le Plan de Prévention des Risques d'inondations

Les espaces inondables en cours de définition au sein du Plan de Prévention des Risques d'Inondations principalement localisés aux abords de la Clarence, correspondant essentiellement à des prairies humides, doivent être protégés afin d'éviter tous problèmes d'inondations et de conserver intact ce patrimoine écologique par un classement approprié et l'interdiction d'y construire.

III- 1313 Protéger les sentiers de randonnée et les autres cheminements de promenade

Les cheminements piétons existants participent à la mise en valeur du patrimoine naturel que constitue la vallée de la Clarence et qu'il convient de préserver.

III- 1314 Limiter les nuisances existantes et futures (assainissement, bassins de rétention ou de tamponnement, etc...)

La vallée de la Clarence constitue un site naturel sensible, nécessitant une attention et une protection spécifique. Ainsi, la commune souhaite inscrire des conditions adaptées à la préservation de toutes pollutions des cours d'eau et de la qualité de leurs eaux, des espaces boisés et naturels notamment par la mise en place d'un réseau d'assainissement et d'une gestion des eaux pluviales alternative plus efficace en réduisant leurs incidences sur le milieu naturel.

III- 132 Valoriser

III- 1321 Développer des activités ludiques et les potentialités touristiques et de loisirs liées à l'eau, en accord avec le contrat rivière.

Le développement de structures d'accueil et de loisirs liées à l'eau permettra d'attirer le promeneur. Dans ce sens, une zone spécifique a été déterminée dans le projet PLU afin de ne

pas miter la vallée et de maîtriser l'emplacement de ces activités dans des secteurs plus propices. Le secteur identifié par la commune comme présentant le plus de potentialités se situe au sud-est du centre-bourg au lieu dit *Le Guit* dans le secteur localisé au sud de la Clarence. La proximité de la zone par rapport au centre-bourg et la qualité paysagère et environnemental du site constituent des atouts sur lesquels la municipalité souhaite s'appuyer pour renforcer les potentialités touristiques de Pernes.

III- 1322 Mettre en valeur les abords et le fond de vallée de la Clarence

Le développement touristique de Pernes en Artois passe par l'ouverture au public de la vallée et par la découverte de ses richesses environnementales qu'il est nécessaire de mettre en valeur.

III- 1323 Prévoir la création de nouveaux cheminements piétons

Cette mise en valeur de la vallée par son ouverture au public implique notamment la création de chemins pédestres le long des berges de la Clarence et dans la zone des marais afin de créer un support adapté à l'accueil de visiteurs et de mettre en scène le patrimoine naturel, invitant le passant à découvrir une partie du site de la vallée.

III-14 La zone naturelle, agricole et forestière

III- 141 Protéger et mettre en valeur l'environnement

III- 1411 Protéger les chemins de randonnée existants et potentiels.

Les deux principaux chemins de randonnées existants à conforter traversent la commune d'est en ouest, alternant la promenade en secteur urbanisé et en zone naturelle. Le premier s'étend transversalement jusqu'aux limites extra-communales avec Sachin et Camblain-Chatelain débutant le long du chemin vicinal situé au nord de la Clarence à l'ouest de la commune, se poursuivant par le chemin Rousette, la ruelle du Saclet, bordant le centre-bourg en passant rue de l'église, rue du Bart puis chemin du Bart pour ensuite rejoindre la RD 70. Le deuxième cheminement de promenade à préserver et organiser intègre le lotissement les près du Marest, traverse la zone naturelle du *Guit* à vocation future de loisirs, longe la commune de Pressy puis rejoint la rue de Pressy.

Afin de préserver la circulation des piétons et des cycles et d'offrir un cadre paysager qualitatif de promenade, ces cheminements existants ou potentiels sur le territoire communal doivent être préservé et conforté.

III- 1412 Protéger les espaces forestiers et leurs lisières.

A l'extrémité nord-ouest du territoire communal, le bois de la ville surplombe la commune. C'est un ensemble écologiquement fragile qu'il s'agit de protéger. Le bois de la ville et ses lisières sont classés en "espace boisé classé". L'équipe municipale souhaite préserver le patrimoine naturel que constitue cet ensemble naturel.

III- 1413 Ne pas développer l'activité d'extraction de l'ancienne carrière de marne, rue d'Aumerval

Une ancienne carrière de Marne se situe au nord du territoire communal le long du chemin de Pernes à Aumerval. Cette carrière de petite taille présente un talus très abrupt ne répondant pas aux normes de sécurité permettant son exploitation. Le secteur doit être sécurisé et les talus nécessitent une mise aux normes. Pour ces raisons, la commune ne souhaite pas que cette activité se poursuivre mais inscrit la volonté de conserver le secteur en site naturel, ce qui nécessiterait sa réhabilitation.

III- 1414 Prévoir les conditions et les dispositions nécessaires à une gestion adéquate des eaux pluviales, notamment prévoir l'implantation de bassins de tamponnement ou de rétention et, en général, des mesures alternatives de gestion des eaux.

Afin de protéger l'environnement de tout risque de pollution, l'équipe municipale exprime la volonté de parfaire la gestion des eaux pluviales sur le territoire communal.

III- 142 Développer les potentialités touristiques

Le territoire communal est très attractif de par la qualité paysagère et environnementale (vallée de la Clarence et Bois de la ville). Le Bois de la ville et ses lisières constitue un atout essentiel en terme de développement touristique. Afin de renforcer le caractère touristique de Pernes en Artois, il est nécessaire de :

- *Favoriser la création d'installations légères d'accueil et de loisirs* : en développant des structures d'accueil des visiteurs et en renforçant l'offre en activités de loisirs liées au bois de la ville.
- *Développer l'offre d'hébergement touristique* : en permettant l'accueil d'activités d'hébergement et de restauration de qualité afin de compléter l'offre proposée aux visiteurs.
- *Intégrer les futures constructions dans le paysage* : l'espace situé au sud du bois est favorable à ce développement d'activités s'intégrant parfaitement dans le cadre paysager.

Afin de préserver la qualité paysagère du site aux abords du bois et de ne pas engendrer d'incidences sur la richesse écologique du secteur, l'implantation de ces structures d'accueil de loisirs et d'hébergement doit être réalisée sous une forme organisée et intégrée aux potentialités existantes, ne créant pas de rupture avec le milieu naturel (réglementation en terme d'implantation, d'aspect extérieur...)



*Vue à partir du chemin du bois vers le bois de la ville et ses lisières.
Les constructions implantées en retrait du chemin s'implantent harmonieusement
au sein du paysage.*



Vue à partir du Chemin du bois vers le bourg.

III- 143 Protéger et permettre le développement des activités agricoles

III- 1431 Prendre en compte les périmètres de protection des exploitations pratiquant l'élevage.

Lors des études du PLU, les bâtiments d'élevage classés, implantés sur le territoire communal ont été recensés et pris en compte. Les terrains d'accès difficile ou trop proches des zones urbaines pourront être ouverts à l'urbanisation. En outre, le parti d'urbanisation retenu par la municipalité, à savoir concentrer les possibilités de construction de logements à proximité des espaces déjà urbanisés, vise à préserver durant un grand nombre d'années les terrains nécessaires à l'exploitation agricole et à limiter leur enclavement induit par une urbanisation linéaire.

Le Projet d'aménagement et de Développement durable a donc tenu compte des besoins actuels et futurs des deux exploitants actuels pratiquant l'élevage et a protégé au mieux leurs intérêts c'est à dire, préserver les terrains les plus propices à cette activité.

Les deux exploitations agricoles, susceptibles d'être classées, situées légèrement à l'écart du centre (au nord, rue de Blaringhem et au sud-est, chemin des Hazoys) ont été prises en compte. Afin de permettre à ces exploitations agricoles de se développer et ainsi d'assurer pleinement leur activité, les terrains attenants à ces dernières conserveront une vocation strictement agricole.

III- 1432 Protéger totalement l'espace agricole afin que les exploitants agricoles soient assurés de la pérennité de leur développement économique.

L'agriculture est un secteur économique important pour la commune que l'urbanisation ne doit pas marginaliser. Elle est le garant du paysage rural qui séduit les habitants de Pernes en Artois. Les agriculteurs préservent de la friche de vastes espaces que les habitants ne pourraient seuls entretenir.

La municipalité s'attachera à maintenir l'activité agricole, notamment à préserver l'accessibilité des terrains qui lui sont nécessaires.

Seuls les terrains situés à proximité immédiate du centre et ceux concernés par l'extension des activités économiques pourront être ouverts à l'urbanisation s'ils ne portent pas atteinte au bon fonctionnement des sièges d'exploitation existants.



Exploitation agricole pratiquant l'élevage située aux marges du bourg (rue de Blaringhem).



Vue sur le plateau agricole à partir du Chemin d'Aumerval.

III- 2- La traduction des orientations d'aménagement inscrits au Projet d'Aménagement et de développement durable dans le règlement et ses documents graphiques.

III-21 Les zones urbaines mixtes (UA et UB)

III –211 Ces zones ont été délimitées afin de prendre en compte les principaux objectifs d'aménagement suivant :

- *Préserver le caractère de bourg-centre de Pernes*
- *Favoriser et développer l'activité commerciale de service et artisanale autour de la place*
- *Conforter et prendre en compte un meilleur accueil autour du pôle scolaire et sportif*
- *Mettre en valeur le patrimoine architectural et historique en requalifiant les places et en revalorisant la trame du centre-ville*
- *Interdire toutes nouvelles constructions dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources*
- *Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence*
- *Protéger les cheminements piétons*

III –212 Les principales caractéristiques réglementaires

➤ *Vocation de la zone*

A Pernes en Artois, le bourg est caractérisé par deux zones urbaines mixtes distinctes :

- une zone centrale correspondant au bourg et faubourgs anciens denses : zone UA composée de 2 secteurs :
 - un secteur UAa correspondant au centre ancien de forte densité reliant les 3 éléments structurants de la cité originel : l'église, l'ancienne motte féodale et la place centrale encadrée de maisons de ville et actuellement caractérisé par la trame étroite du parcellaire et par la présence de nombreux commerces et services s'étirant à partir de la Grand Place vers les rues de l'église et du château.
 - un secteur UAb correspondant aux anciens faubourgs qui reliaient la cité aux villages environnants s'organisant autour des rues nationale, de Lillers, de Blaringhem, de Saint Pol, Charles de Gaulle et l'avenue Corbier.
- une zone correspondant aux extensions périphériques récentes, réalisées de manière radio-concentriques au centre-bourg, de part et d'autre des rues de la Gare, de Lillers, de Blaringhem, de l'Eglise, du 8 mai, de Pressy, de l'avenue du président Kennedy, de l'avenue de la paix, des chemins du Bart et de la justice et de la rue des Tilleuls : zone UB, elle même divisée en deux secteurs spécifiques :
 - un secteur UBa correspondant aux quartiers de moyenne densité d'habitat groupé semi-jointif ou pavillonnaire récent et comprenant un sous-secteur UBa1 lié à la présence d'un axe structurant : la RD 70 autour duquel les

constructions s'organisent en présentant un recul afin de limiter les nuisances.

- un secteur UBb correspondant au lotissement réalisé Près de Marest Ouest au sud-est du bourg dont les constructions présentent des caractéristiques différenciées (hauteur, aspect extérieur...).

➤ *Occupation du sol*

Ces zones urbaines mixtes sont affectées à toutes les occupations du sol qui constituent généralement villes et villages. Il est toutefois fait exception des activités qui peuvent générer des nuisances à proximité des habitations. Celles-ci y sont donc limitées en réglementant l'article 2 des zones UA et UB : « Les établissements à usage d'activités comportant des installations classées ou non dans la mesure où toutes dispositions auront été prises pour éliminer les risques pour la sécurité (tels qu'en matière d'incendie, d'explosion) ou les nuisances (telles qu'en matière d'émanations nocives, ou malodorantes, fumées, bruits, poussières, altération des eaux) susceptibles d'être produits de nature à rendre indésirables de tels établissements dans la zone». De plus, l'article 1 des zones UA et UB interdit plus particulièrement l'implantation d'activités industrielles afin de ne pas engendrer de nuisances sonores, olfactives et visuelles à proximité des habitations.

Sont aussi interdits toutes les installations qui pourraient nuire à l'urbanité (carrières, campings, parc résidentiel de loisirs, installations établies depuis plus de 3 mois constituées par d'anciens véhicules désaffectés ou des abris autres qu'à usage public).

➤ *Desserte par les réseaux*

Les terrains constituant des dents creuses dans le tissu actuellement urbanisé ne sont pas encore tous desservis par le réseau d'assainissement collectif. Le règlement prévoit que dans ce cas (art. U4), un système d'assainissement non collectif est autorisé sous conditions (mise hors circuit lors du raccordement ultérieur par exemple).

D'autre part, afin d'assurer un traitement des eaux pluviales qualitatif, économique, adapté à la nature du sol (craie) et soucieux de la préservation de la ressource en eau souterraine, des prescriptions spécifiques concernant l'évacuation des eaux pluviales ont été intégrées dans l'article 4 de toutes les zones.

➤ *Caractéristiques des terrains*

Certains des terrains constituant dans la zone UB ne sont pas encore desservis par le réseau d'assainissement collectif programmé au sein du zonage d'assainissement. C'est pourquoi, afin de préserver la qualité des eaux souterraines dans la zone U, les terrains situés dans la zone UB ne disposant pas d'un assainissement collectif, devront avoir une superficie moyenne des parcelles doit être de 700 m² par opération pour que la parcelle ou l'unité foncière soit constructible.

➤ *Implantation des constructions*

Afin de préserver le caractère traditionnel du centre bourg et éviter que des constructions ne s'y implantent de manière désordonnée, le règlement du PLU prescrit à l'article 6 de la zone UA que les nouvelles constructions devront observer une implantation en limite d'emprise ou avec un recul identique à celle des constructions voisines. A l'exception du secteur UBa1, dans la zone UB, présentant un caractère plus pavillonnaire, l'implantation des nouvelles constructions devront s'implanter soit avec un recul identique à celle des constructions voisines afin de préserver une homogénéité du caractère du bâti soit avec un recul de 5 m minimum par rapport à la limite d'emprise des voies existantes. Ce recul doit permettre une bonne visibilité et une facilité d'entrée et de sortie aux véhicules automobiles. Il est fixé à 5 mètres afin de rendre aisé le stationnement automobile hors de la voie publique. Dans le secteur UBa1 caractérisé par la présence de nombreuses dents creuses afin d'assurer la sécurité routière et de limiter les nuisances sonores, visuelles et olfactives induites par la circulation importante de véhicules motorisés sur la route départementale 70, ce recul des nouvelles constructions est porté à 15 mètres par rapport à la limite d'emprise de la RD 70.

L'article U6 introduit des reculs obligatoires par rapport à certaines emprises, pour des raisons d'entretien et de mise en valeur des cours d'eau (10 m des berges de la Clarence). Enfin, le règlement cherche à éviter la prolifération de constructions en double front bâti (constructions dites "en marteau") afin de limiter les problèmes de voisinage et de circulation que peuvent occasionner ce type de constructions. Il introduit donc à l'article UB 6 l'interdiction d'implanter la façade d'une nouvelle construction au-delà d'une bande de 25 m comptée à partir de l'alignement de la voie dans la zone UB à l'exception du secteur UBa1 où cette bande est portée à 35 m par rapport à la limite d'emprise de la RD 70 afin de laisser une emprise suffisante pour la construction dont la façade doit être implantée avec un recul minimum de 15 mètres par rapport à la RD 70. Cette rédaction exclue la reconstruction, l'extension ou les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments ainsi que les bâtiments et équipements liés à la desserte des réseaux et les installations où la proximité d'une voie d'eau est indispensable.

L'article U7 fait apparaître une distinction entre les zones UA et UB relatif aux caractères distincts des zones, UA présentant un caractère urbain dense et la zone UB correspondant aux extensions récentes.

L'article UA7 cherche à préserver le caractère dense et la continuité du front bâti caractéristique du bourg et des faubourgs anciens de Pernes en prescrivant que pour les terrains à parcellaire étroit (moins de 15 m) du secteur UAa correspondant au bourg ancien, les constructions devront s'implanter sur les deux limites séparatives. Pour les terrains de plus de 15m de façade dans le secteur UAa et dans tous le secteur UAb, cette continuité du bâti sera conservée en imposant l'implantation sur une des limites séparatives à la condition que la construction soit prolongée, sur le même alignement, par un porche ou une clôture d'une hauteur minimum de 1,5 m. édifiée avec les mêmes matériaux que ceux utilisés pour la façade du bâtiment jusqu'à la limite séparative opposée. Cependant, au delà d'une bande de 15m par rapport à l'alignement, seules les constructions d'une faible hauteur seront admises sur limites séparatives.

L'article UB7 cherche à préserver de bons rapports de voisinage en autorisant une distance minimale des constructions par rapport aux limites séparatives de 3 m et en n'autorisant au delà d'une bande de 20 m mesurée à partir de la limite d'emprise publique, que les constructions de faible hauteur implantées sur limites séparatives. Cette mesure servant à préserver l'ensoleillement du voisinage.

Une exception est toutefois prise en compte : les abris de jardin d'une superficie maximale de 12 m² et d'une hauteur maximale de 2,5 m pourront s'implanter à 1 m minimum des limites séparatives.

Cette rédaction exclue la reconstruction, l'extension ou les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments ainsi que les bâtiments et équipements liés à la desserte des réseaux

➤ *Emprise au sol et hauteur des constructions*

La volonté communale de valoriser la trame du centre-bourg, de conserver sa densité et ainsi d'affirmer son urbanité par rapport aux zones périphériques s'exprime à l'article 9 par une emprise au sol plus importante autorisée dans la zone UAa et UAb pour les terrains d'une superficie inférieure à 500 m² où notamment du fait de l'étroitesse du parcellaire : il n'y a pas de limitation d'emprise au sol, contre 60 % dans le secteur UAb pour les terrains d'une superficie supérieure à 500 m² et 40% en zone UB lorsque le mode d'occupation est le logement. Cette volonté est également transcrite à l'article 10 par l'autorisation de construire 3 niveaux habitables sur rez-de-chaussée dans les secteurs UAa, deux niveaux habitables sur rez-de-chaussée dans le secteur UAb et UBa et un seul niveau habitable sur rez-de-chaussée dans le reste de la zone U.

L'article U9 introduit par ailleurs une emprise différenciée dans le secteur UAb et dans la zone UB quand il s'agit de constructions à usage d'activité ou de rez-de-chaussée commerciaux, qui bénéficient ainsi d'un bonus de 20% par rapport aux constructions à usage d'habitation. Cette mesure devant favoriser, ou tout du moins ne pas entraver l'implantation, l'extension ou la transformation d'activités commerciales ou artisanales.

La volonté de préserver le caractère traditionnel du centre-bourg, de participer à la mise en valeur du patrimoine historique et de préserver le caractère rural et résidentiel de la périphérie du bourg se traduit par une limitation de la hauteur des constructions décroissantes du centre vers la périphérie assurant la transition avec le milieu naturel. Ainsi la hauteur des constructions est-elle limitée (article 10) à R+3 niveaux habitables en secteur UAa (R+1+C dans les secteurs UAb et UBa) pour les habitations ; à 10 m de hauteur au faîtage pour les constructions à usage d'activité. De même, l'article 9 introduit la volonté de conserver une réelle aération à la périphérie du centre-bourg en limitant la possibilité d'édifier toute construction à 40% de l'unité foncière en zone UB et 60% en zone UAb, plus dense. Dans ce souci de valorisation du patrimoine historique du centre de Pernes en partie composé de maisons de ville avec la volonté de conserver le rythme du front bâti, l'article 10 régit la zone UAa en inscrivant que toute construction nouvelle doit respecter l'épannelage existant des constructions voisines.

En outre, l'article 10 cherche à éviter la construction de « sous-sols » à demi enterrés, de maisons construites sur de fausses buttes de terre, ect..., en imposant que le rez-de-chaussée des constructions ne soit pas implanté à plus de 0,7 m par rapport à l'axe de la voie lorsque le terrain naturel est en déblai vis à vis de la voie et par rapport au niveau du terrain naturel lorsque le terrain naturel est en surplomb vis à vis de la voie.

➤ *Aspect extérieur*

L'article 11 prend acte de la diversité architecturale composant la commune tant en terme de matériau qu'en terme de volume. Afin de préserver le patrimoine traditionnel du bourg, pour les constructions à usage d'habitations à l'exception du secteur UBb où les constructions présentent un aspect extérieur spécifique et des immeubles à usage d'habitat collectif et opérations groupées en secteur UBa ayant une morphologie différenciée, l'article 11 prescrit l'utilisation des matériaux traditionnels pour les toitures (tuile ou ardoise) et pour les murs extérieurs (brique de terre cuite naturel ou pierre).

De même, dans ce souci de qualification de la structure du bâti, l'utilisation de tous matériaux dégradés ou d'élément créant une rupture avec la morphologie du bourg sont interdits (interdiction de l'emploi à nul de matériaux destinés à être recouvert et des vérandas visibles de la voie publique).

Afin de protéger le patrimoine historique et de conserver la qualité architecturale des constructions dans la zone correspondant au bourg ancien (UAa), des dispositions particulières sont introduites à l'article 11 (rythme entre plein et vide, percements, niveaux de façade, éléments d'ornementation, menuiseries...) inscrivant ainsi la préservation de l'aspect originel des constructions.

La volonté communale étant de favoriser le développement des activités commerciales artisanales et de services mais aussi de renforcer l'attrait touristique du bourg, l'article 11 prend en compte ces orientations en limitant les contraintes pour les implantations d'activités tout en affirmant l'objectif de qualité du site par la valorisation de l'environnement des activités commerciales artisanales et de services. C'est pourquoi dans le centre-bourg, en sus de l'utilisation des matériaux traditionnels, les rez-de-chaussée commerciaux peuvent utiliser le marbre et le bois ; et les dispositions particulières en secteur UAa ne s'appliquent pas. De même, le secteur UAb correspondant aux axes anciens du bourg et le secteur UBa comprenant les extensions récentes de l'urbanisation qui présentent un bâti nécessitant une protection moins stricte admet par conséquent l'utilisation pour les constructions à usage d'activités de tôles nervurées et des enduits et peintures réglementées en terme de teintes pour les façades.

Le secteur UBb présente des caractéristiques spécifiques reprenant la typologie actuelle du lotissement afin de préserver l'ensemble homogène qu'il constitue : des constructions en bois (article UB 11), de faible hauteur (article UB 10) avec des clôtures limitées en hauteur sans partie pleine conservant un espace ouvert et aéré aux abords de la Clarence bois (article UB 11).

Afin d'harmoniser les clôtures au sein du bourg et de les intégrer dans le bâti, les clôtures sont réglementées par l'inscription de prescriptions en terme de hauteur et de matériaux.

➤ *Stationnement des véhicules, espaces libres et plantations*

L'article 12 prend en compte la gêne que représente l'encombrement des voiries par les véhicules automobiles. La majorité des ménages de la commune possédant au moins deux véhicules automobiles, il sera donc exigé deux places de stationnement par logement, disposition s'appliquant lors de la construction de nouveaux logements à l'exception du secteur UAa qui, présentant une densité importante et des problèmes récurrents de stationnement, exige la réalisation d'une place de stationnement pour les logements créés du fait d'une reconstruction ou de la création d'un logement dans le cadre du bâti existant. La commune, ne souhaitant cependant pas limiter la densification du centre, permet des alternatives lorsque la réalisation de ces places de stationnement n'est pas possible sur l'unité foncière du terrain (réalisation à proximité dans un rayon de 200m, concession à un parc public de stationnement dotation afin de réaliser ces places de stationnement).

Afin de ne pas gêner le développement de logement locatif sur la commune, il ne sera exigé de créer qu'une seule place de stationnement par logement pour les opérations de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

L'objectif fixé par l'équipe communale de conforter le commerce du centre-ville, notamment autour de la Grand Place en favorisant leurs créations et leurs extensions se traduit notamment par l'intermédiaire de l'article 12 qui n'impose pas pour les activités implantées dans l'hypercentre (UAa) de disposer de surfaces réservées pour le stationnement de véhicules du personnel et des visiteurs ou pour la livraison de marchandises.

Enfin, afin de préserver le caractère rural et verdoyant du bourg et d'éviter le développement d'espaces fricheux ou vacants au sein des espaces libres, l'article 13 prescrit notamment que :

- tout arbre de haute tige abattu doit être remplacé,
- les aires de stationnement découvertes doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige pour 50m² de stationnement et lorsqu'elles dépassent le seuil de 100 m², être intégrées au site par l'aménagement d'écrans boisés. Cette prescription ne concerne pas le secteur UAa qui du fait de sa densité et des problèmes en terme de capacité de stationnement ne peuvent répondre à cet objectif.
- les espaces libres de toutes constructions doivent être aménagés en espaces verts.

Afin de renforcer cette transition vers le milieu naturel et agricole, 20 % minimum de l'unité foncière doivent être aménagés en espaces verts (plantations, espaces verts, ...).

L'article 13 se prémunit également en cas d'une opération groupée importante de restructuration de l'absence de lieux de vie de proximité en exigeant la création d'un espace commun de détente pour les opérations d'une superficie d'au moins un hectare, représentant une superficie d'au moins 5% de celle du terrain utilisé d'un seul tenant afin d'éviter le déve-

loppement d'espaces de petites tailles et mal adapté ne pouvant par conséquent pas répondre à la vocation de détente inscrite.

III-213 La transcription aux documents graphiques

III-2131 Le zonage.

Les zones UA et UB ont été définies en prenant en compte l'âge du bâti, sa densité, les implantations et sa configuration générale.

Ont été repris en zone UA et UB le linéaire urbanisé et les dents creuses qui s'y insèrent. De ce fait la zone urbaine s'interrompt à la dernière construction composant le linéaire urbanisé. Dans le cas de parcelles libres de construction se situant en vis à vis de parcelles construites, les parcelles libres ont été, suivant le principe d'équité, intégrées en zone U, notamment rues de la Gare, de Pressy, chemins du Bart et de la Justice.

AU POS opposable, une unique zone urbaine mixte U était inscrite. Afin de répondre aux objectifs communaux de valorisation du patrimoine historique et architectural et de conservation de la trame du centre-bourg, il est nécessaire de distinguer les zones centrales des zones d'extension plus récentes.

Les limites de la zone centrale UA, ont été définies en fonction de la typologie des constructions, l'âge du bâti, le caractère historique et patrimonial du site...

Ont été distinguées au sein de cette zone, l'hypercentre actuel de Pernes correspondant au « Vieux Pernes » caractérisé par un parcellaire étroit, la présence de nombreuses maisons de ville, des constructions implantées à l'alignement formant un front bâti dense et continu (secteur UAa) et les faubourgs anciens (secteur UAb) au sein desquels le parcellaire est moins étroit, les façades des constructions sont plus larges que dans l'hypercentre, mais qui sont généralement jointives et implantées à l'alignement se différenciant ainsi des secteurs de la zone UB.

La zone UB correspond à des secteurs plus récent d'urbanisation comprenant par conséquent des typologies plus variées en terme d'implantation des constructions ou d'aspect extérieur ne justifiant pas de prescriptions aussi stricte que la zone UA de conservation mais préservant le caractère plus aéré de l'existant assurant ainsi la transition avec le milieu naturel.

Dans le projet PLU, les limites de la zone urbaine correspondant à l'actuelle zone UB ont été modifiées par rapport à celles de la zone U du POS opposable.

En effet, la zone urbaine a été :

- étendue légèrement vers l'est, rue de Blaringhem, intégrant le corps de ferme et les pâtures localisées en front à rue au sein de la zone urbaine, préservant néanmoins les hangars attenants au corps de ferme concentrant l'essentiel de l'activité d'élevage et les pâtures situées à l'arrière de l'exploitation en les laissant inscrits en zone A. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en A deviennent UAb.

- élargie vers l'est en profondeur à partir de la rue de Lillers afin d'intégrer les secteurs urbanisés de la zone 30 NA du POS opposable comprenant le lotissement de la rue

chante au vents, les deux constructions réalisées chemin du Bart ainsi que les parcelles libres de construction se situant en vis à vis de ces constructions par principe d'équité.

- réduite au bâti existant, au sud et à l'est du lotissement les près de Marest Ouest et à l'est des constructions de la rue de Lillers situées au sud du territoire communal. Ce rétrécissement de la zone urbaine répond au principe de précaution selon lequel il faut se limiter aux constructions existantes et ne pas en créer de nouvelles en zone à risque d'inondation. Les parcelles ou parties de parcelles libres de toutes constructions classées au POS opposable en U deviennent N.

- étendue légèrement vers le nord, rue de la Gare afin d'intégrer les constructions réalisées en front à rue de la zone 30 NA du POS opposable ainsi que les dents creuses les parsemant, sur une profondeur de 50 m; par principe d'équité (constructions en vis à vis, secteur équipé). Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 30 NA deviennent UBa1.

- réduite au bâti existant, au sud-est de la rue de Pressy. Les deux parcelles libres de toutes constructions localisées en profondeur classées en U au POS opposable deviennent N pour éviter les constructions en marteau mais surtout par principe de précaution car on se situe dans une zone présentant un risque d'inondation.

- agrandie vers le nord afin d'intégrer les parcelles occupées par la maison de retraite « Les Verrières », le lotissement « résidence des Hauts d'Artois » et les extensions du cimetière préalablement classées en zone 30 NA.

- réduite légèrement à l'ouest, au sud du chemin Roussette et à l'est de la rue du 8 Mai dans un souci de connexion de la zone d'urbanisation future au tissu urbain existant, dans ce sens ces parcelles classées préalablement en zone U au POS opposable sont inscrites en 1AUa2. D'autre part, dans ce secteur, la parcelle juste au nord de la rivière classée en zone U au POS opposable devient N du fait des risques d'inondation de la zone par débordement de la rivière.

- étendue vers le nord-ouest, de part et d'autre des équipements sportifs en intégrant les terrains de sport, les emplacements réservés n°4 et 5 affectés à l'accueil et la desserte de ces équipements sportifs et deux constructions, préalablement classés en zone agricole au POS opposable.

- légèrement agrandie au sud de la rue de Pressy en englobant les terrains libres de cette rue viabilisée.

III-2132 Les emplacements réservés.

Plusieurs des orientations du Projet d'aménagement et de développement de la commune se traduit sous forme d'emplacement réservé au bénéfice de la commune.

1 - « Retisser les différentes parties de la commune »

L'inscription des emplacements réservés (ER n°1 et 2) pour l'élargissement de la voirie (rue du Bart et chemin du Bart) répond ainsi au souci d'assurer une circulation plus fluide des piétons, des deux roues et des voitures.

2 - « Préserver le caractère de bourg-centre de Pernes » et « Développer les potentialités touristiques »

La trame du centre-bourg (densité du bâti, étroitesse de la voirie...) limite les possibilités de stationnement à proximité de l'hypercentre et par conséquent l'accueil de visiteurs et de nouveaux ménages. De plus, la motorisation croissante des ménages engendre des problèmes de saturation de véhicules motorisés et de pénurie de places de stationnement. Afin de conforter le commerce de centre-ville et d'améliorer les conditions d'accueil touristique, l'équipe communale a souhaité s'appuyer sur l'opportunité qu'engendre la délocalisation du Shopi pour créer un parking à proximité de l'hypercentre en inscrivant un emplacement réservé (ER n°3).

3 - « Conforter et prendre en compte un meilleur accueil autour du pôle scolaire et sportif »

L'inscription des emplacements réservés pour la création de parkings (ER n°4, n°5 et n°6), d'équipements légers à vocation sportive et de loisirs (ER n°4) et d'espaces verts (ER n°5) en continuité des équipements sportifs publics (chemin du Forestel et à l'arrière du complexe sportif) répond ainsi au souci d'assurer une meilleure desserte de la salle de sport et des terrains localisés à l'arrière du collège, d'améliorer les capacités d'accueil de ces équipements par l'aménagement de parkings mais également d'une meilleure signalétique du complexe et de diversifier les activités proposées au sein de ce pôle en réalisant des aménagements sportifs légers.

4 - « Bien répartir et mieux organiser l'extension du bâti à vocation d'habitat »

Dans un souci de connexion et d'intégration des futurs quartiers aux quartiers existants par la création d'une nouvelle voirie radioconcentrique, ont été inscrits les emplacements réservés n°7, n°8 et n°9 afin de préserver des entrées et sorties cohérentes pour les zones d'extension de l'urbanisation.

III-2133 Les autres indications reportées aux annexes

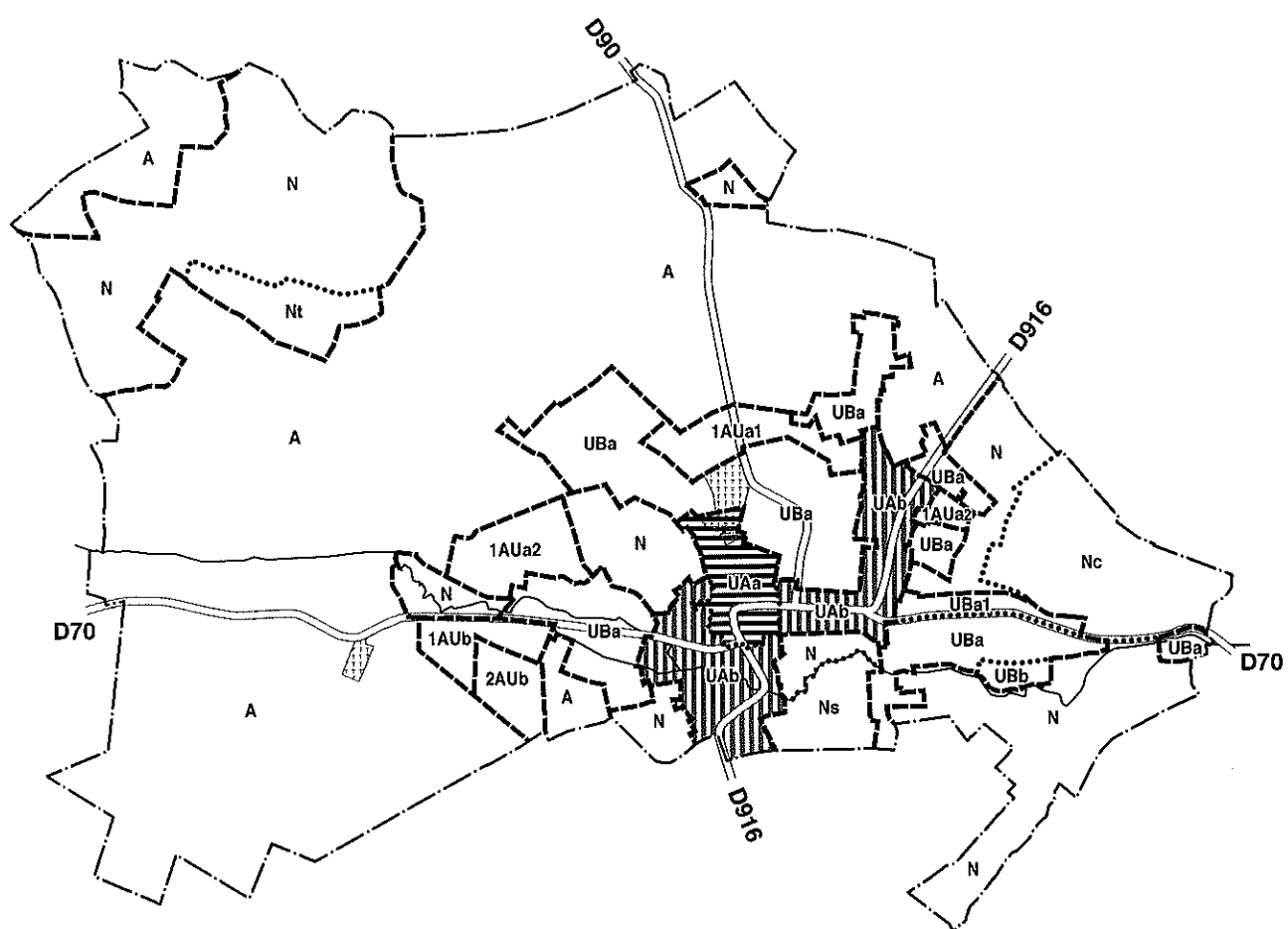
Sont reportés sur les annexes graphiques

- le secteur affecté par le bruit des axes terrestres bruyants classés comme tels par arrêté préfectoral :

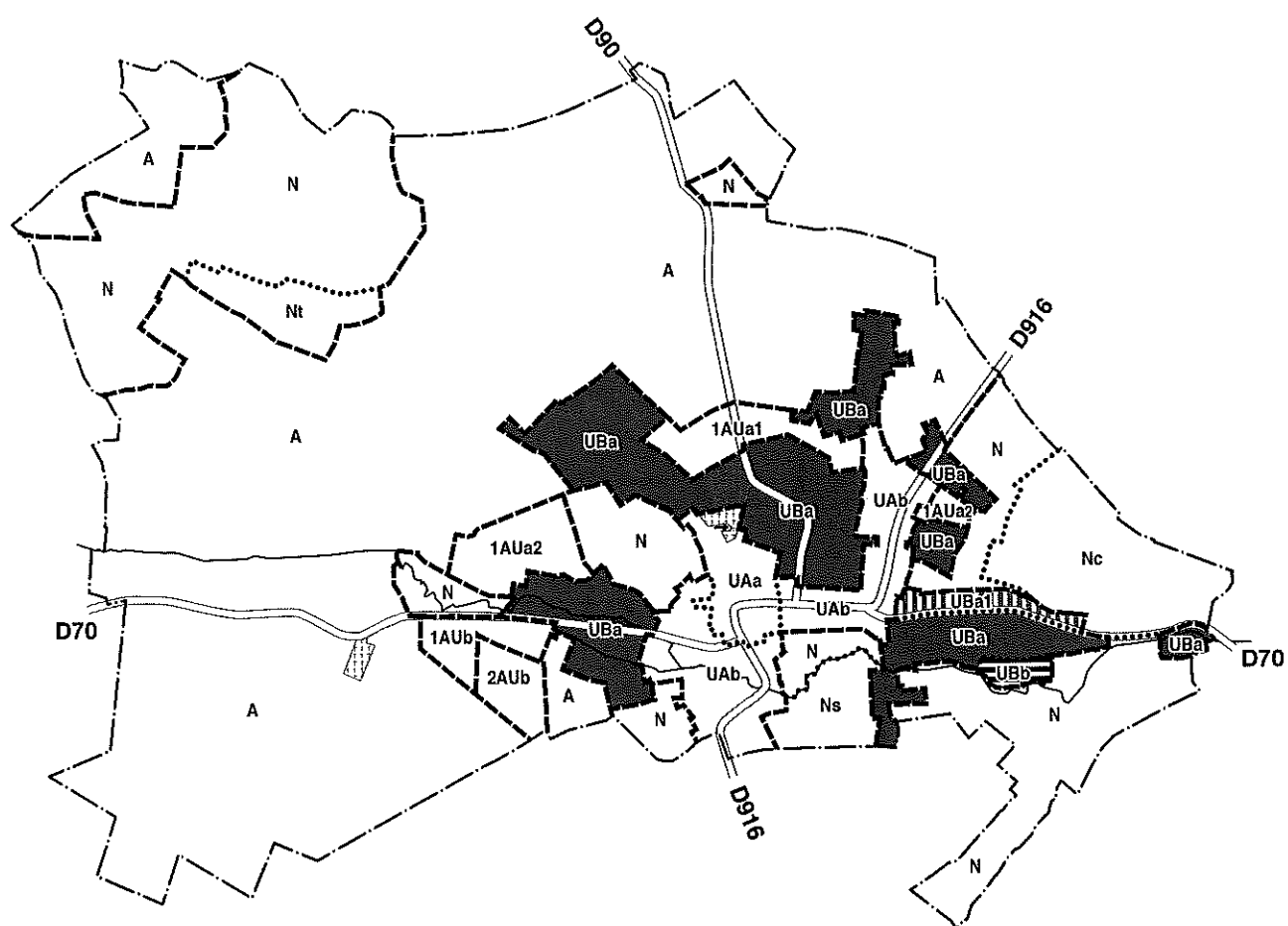
- RD 70 dans une zone de 30 m. de part et d'autre de la plateforme de la voie,
- RD 916 dans une zone de 30 m. de part et d'autre de la plateforme de la voie

Dans ce secteur des isolements acoustiques seront à prendre en compte.

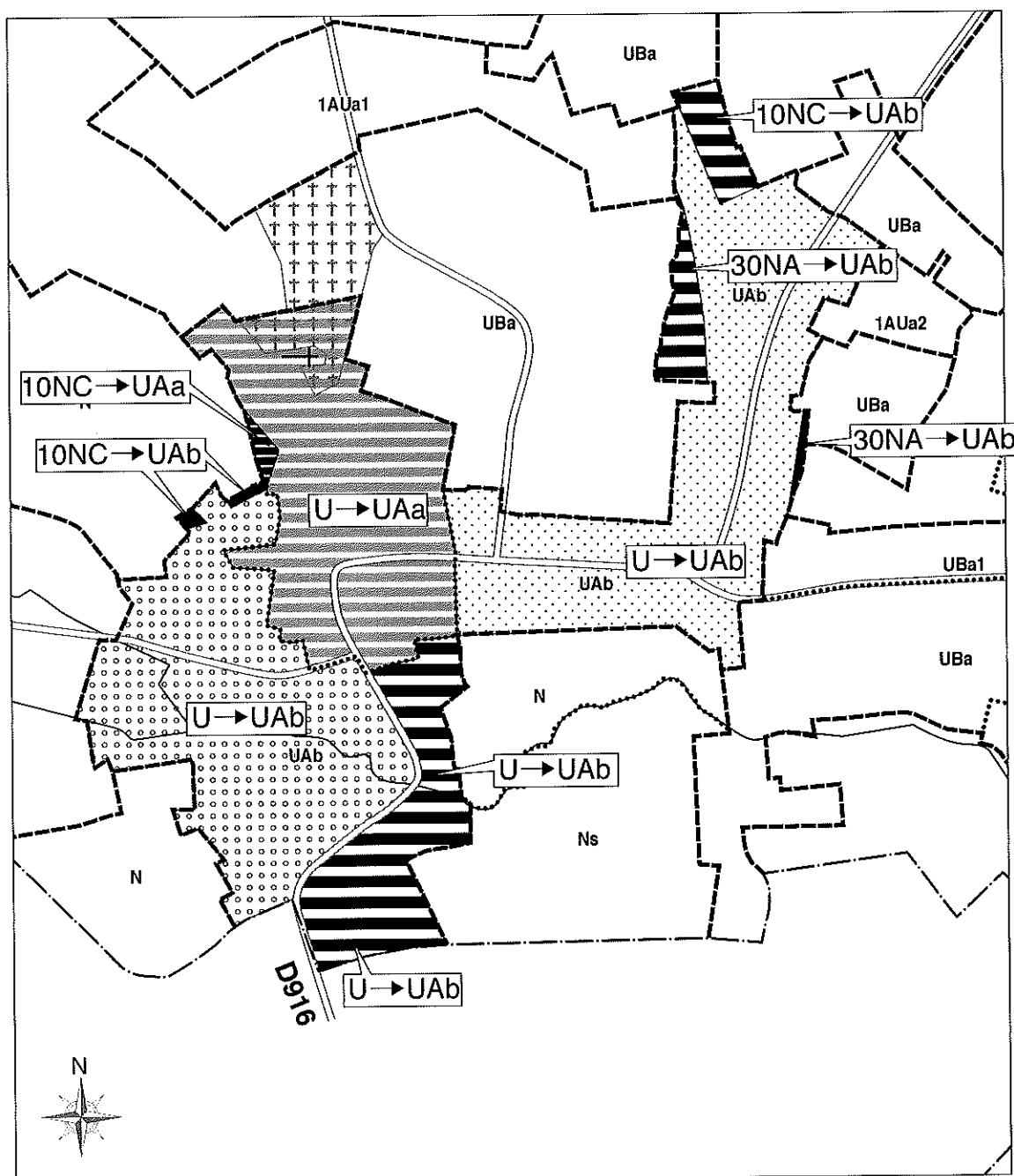
Pernes-en-Artois : Zone UA



Pernes-en-Artois : Zone UB



Pernes-en-Artois : Changements d'affectations de la zone UA



III-22 La zone à urbaniser à court et moyen terme (1AUa)

III –221 Cette zone a été délimitée afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement suivant:

- *Préserver le caractère de bourg-centre de Pernes en maintenant un tissu commercial diversifié et attractif et en confortant le commerce de centre-ville*
- *Bien répartir et mieux organiser l'extension du bâti à vocation d'habitat en offrant une diversité de site et en faisant en sorte que les futurs quartiers s'insèrent et se connectent aux quartiers existants, et à la vie communale au travers de la diversité de leur population*
- *Retisser les différentes parties de la commune en créant une voirie radioconcentrique permettant par la connexion avec les radiales existantes, d'organiser une circulation fluide des piétons, des deux roues et des voitures.*
- *Dynamiser le commerce et l'économie communale*
- *Organiser et localiser les futurs quartiers de sorte de limiter les déplacements automobiles et réguler la circulation future, en particulier dans le centre*
- *Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence*
- *Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources*
- *Protéger les espaces forestiers et leurs lisières*
- *Prévoir une extension de faible densité des quartiers d'habitation à proximité de la carrière*
- *Développer les potentialités touristiques*

III –222 Les principales caractéristiques réglementaires

➤ *Vocation de la zone*

Les zones à urbaniser (1 AUa) correspondent à des terrains non équipés ou partiellement équipés réservés pour l'urbanisation future, à court et moyen terme, de la commune où ne sont admis que les lotissements et opérations groupées.

La zone 1 AUa est composée de deux secteurs et un sous-secteur :

- un secteur 1 AUa1 où du fait de sa localisation à proximité du centre-bourg et des équipements publics scolaires et sportifs, des densités plus importantes sont autorisées.
- un secteur 1 AUa2 de plus faible densité défini spécifiquement du fait de sa situation en continuité de secteurs urbanisés périphériques moins denses

➤ *Occupation du sol*

Afin de maîtriser l'urbanisation et d'avoir un aménagement de zone cohérent, les zones à urbaniser mixtes ne pourront s'ouvrir à l'urbanisation que sous forme d'opérations d'ensemble avec un programme minimal de 5 lots ou de 5 logements par opération. Ces zones sont affectées, tout comme en zone urbaine, à toutes les occupations du sol qui constituent généralement villes et villages.

Il est toutefois fait exception des activités qui peuvent générer des nuisances à proximité des habitations. Celles-ci y sont donc limitées à l'article 2 : « s'ils s'intègrent dans une opération

d'ensemble, les établissements à usage d'activité commerciale, artisanale, de bureaux ou de services, comportant des installations classées ou non dans la mesure où ils satisfont à la législation en vigueur les concernant et que, compte tenu des prescriptions techniques imposées pour pallier les inconvénients qu'ils présentent habituellement, il ne subsistera plus pour leur voisinage de risques pour la sécurité (tels qu'en matière d'incendie, d'explosion) ou de nuisances (telles qu'en matière d'émanations nocives, ou malodorantes, fumées, bruits, poussières, altération des eaux) de nature à rendre indésirables de tels établissements dans la zone ».

Sont limitées les aménagements de groupes de garages individuels afin d'éviter la réalisation de batteries de garages non intégrées à des opérations de constructions (Article 2).

Afin de prendre en compte la construction récente existante dans la zone et de ne pas contraindre l'amélioration de son confort et de sa solidité, l'extension limitée des constructions existantes à usage d'habitation est autorisée (Article 2).

Du fait de la nature du sol de la commune et des risques d'inondation par débordement de la Clarence ou par ruissellement déterminés, l'article 1 interdit les sous-sols à l'exception de caves cuvelés pour l'ensemble de la zone.

➤ *Desserte par les réseaux*

Les terrains constituant les deux zones 1 AUa, actuellement non urbanisés, ne sont pas encore tous desservis par le réseau d'assainissement collectif. Le règlement prévoit que dans ce cas (art. 4), un système d'assainissement non collectif est autorisé sous conditions (mise hors circuit lors du raccordement ultérieur par exemple).

L'article 5 signale que pour les terrains ne disposant pas d'un assainissement collectif, la superficie moyenne des parcelles doit être de 700 m² par opération.

➤ *Implantation des constructions, emprise au sol, hauteur des constructions, aspect extérieur, stationnement*

La zone d'extension future 1AUa1, urbanisable à court terme, correspond à l'extension périphérique du centre, dans le prolongement de la zone UBa. A terme, la zone 1AUa1, une fois urbanisée, pourra être classée en zone UBa. Dans ce sens, les règles fixées en zone UBa en dehors de celles définies spécifiquement pour le secteur UBa1 en relation avec sa localisation aux abords de la RD 70, sont applicables en zone 1AUa1 (article 6, 7, 10, 11, 12 et 13). Certaines distinctions ont cependant été intégrées : ainsi, du fait qu'il s'agit de terrains actuellement libres de toutes constructions, l'article 13 prescrit une superficie plus importante consacrée à l'espace de détente aménagé pour un seuil de superficie des opérations de logements moins important qu'en UBa.

Les zones d'extension future 1AUa2, même si elles s'inscrivent en continuité du secteur UBa, intègrent des prescriptions spécifiques du fait de leur localisation aux abords d'une zone naturelle, dont une à près de 100 mètres de la zone réservée à l'exploitation de la carrière de Grès, répondant ainsi au souhait communal d'y inscrire une densité moindre.

Ainsi, dans ce secteur, la volonté communale de préserver le caractère rural et résidentiel du bourg, d'aérer les zones d'extension urbaine s'exprime à l'article 1AUa2 9 par une emprise au sol peu importante des constructions (30% de la surface totale du terrain pour les bâtiments à usage d'habitations et 40% pour les constructions à usage d'activités). De même, afin de répondre à ces objectifs d'intégration et de préservation du secteur, la hauteur des constructions sera limitée à un niveau habitable sur rez-de-chaussée pour les constructions à usage d'habitations et à 7m au faîtage pour les activités.

La superficie moyenne des terrains et le caractère plus résidentiel du secteur laisse présager une motorisation plus importante des ménages et implique par conséquent une exigence plus importante en terme de places de stationnement par logement, soit trois places minimums de stationnement par logement (article 1 AUa2 12).

III-223 La transcription aux documents graphiques

III-2231 Le zonage.

Afin d'augmenter la population de Pernes de 1 % d'ici 2012, selon les objectifs inscrits au Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune, il est nécessaire d'inscrire, en prenant en compte la rétention foncière, 200 parcelles au PLU (zones U+AU). Parallèlement, afin de prendre en compte les contraintes liées à l'urbanisation, évoquées plus haut (zones potentiellement inondables,...), certaines des parcelles disponibles en zones 30 NA, U et NB dans le cadre du POS opposable n'ont pas été reprises dans le projet PLU ($188 - 66 = 122$). De ce fait, le besoin en parcelles à inscrire au PLU en zone U et AU est plus important ($188 - 122 = 66$) soit 66 constructions, à ajouter au 12 : ce qui correspond donc à un besoin de 78 parcelles à inscrire en plus du POS opposable, c'est-à-dire près de 6 hectares.

De plus, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable indique que l'urbanisation future doit être phasée dans le temps afin de maîtriser le développement communal. Pour cela, trois zones 1 AUa (urbanisables à court et moyen terme) ont été inscrites au plan de zonage. Ces dernières correspondent aux besoins recensés à court terme pour le développement de la commune de Pernes.

Au POS opposable, deux zones d'extension future à vocation principale d'habitat, urbanisable à court et moyen terme étaient inscrites. Pour répondre à la demande en logements, dans le projet PLU, ces deux zones sont restées inscrites et une nouvelle zone à urbaniser mixte à vocation d'habitat, de services, d'artisanat et de commerces, urbanisable à court terme d'une superficie de 6,1 ha a été inscrite. Pour cela, une partie des zones 10 NC, U et du secteur 10NCa du POS opposable localisés au nord de la Clarence et à l'ouest du bourg, aux lieux-dits Les Fiefs et La Roussette, est classée en zone d'urbanisation future à court terme (1 AUa) car elle n'est pas équipée.

Cette nouvelle zone 1 AUa permettra de mieux intégrer le sud-ouest de Pernes, dont les équipements scolaires et sportifs actuellement excentrés, au reste du bourg en créant des nouvelles connexions entre la rue du 8 mai et la rue de l'église et en s'appuyant sur la proximité du pôle d'équipement scolaire et sportif.

**Projet de PLU : nombre de constructions réalisables
sur les parcelles disponibles**

Zones	Localisation	POS opposable Nombre de constructions réalisables	POS oppos- able Superfi- cie totale	Projet PLU Superficie totale	Projet PLU Nombre de construc- tions réali- sables	Evolu- tion
U/UBa	Les Prés de Marest Ouest	3	/	/	3	0
U/UBa1	Rue de La Gare	1	/	/	1	0
U/UB	Chemin Fo- restel	1	/	/	1	0
U/UBa	Rue de Lillers	1	/	/	1	0
U/UAb	Rue du châ- teau	4	/	/	4	0
U/UBa	Rue de Pressy	1			1	0
U/N	Chemin de Gonnehem	4	/	/	0	-4
U/Ns	Vers Pressy	1	/	/	0	-1
NB/ N	Chemin de Gonnehem	9	/	/	0	- 9
NB/ NC	Chemin du Bart	3	/	/	0	-3
NB/UBa	Rue de Lillers	5	/	/	5	0
30 Na / UBa 1 AU a2	Vallée Cor- nouaille Ouest	52	4,14 ha	/ 1,00 ha	19 12	- 21
30 Na/ 1AUa1 UBa	Le bourg ouest –Le Calvaire	74	5,65 ha	5,65 ha /	70 4	0
30 Na / UBa N	Les Mares Leconte	29	2,34 ha	/	2	- 27
1 AU a2	Les Fiefs	/	/	6,1 ha	76	+ 76
Total U	Total U	16	/	/	41	+25
Total NB	Total NB	17	/	/	0	- 17
Total NA+ AUa	Total NA+ AUa	155	/	/	158	+3
Total U+NA+ NB+AUa	Total U+NA+ NB+AUa	188	/	/	199	+11

	POS opposable Nombre de constructions réalisables	Projet PLU Nombre de constructions réalisables	Evolution
Total U + NB	33	41	+ 8
Total NA/AUa	155	158	+ 3
<u>Total</u> U+ NA/AUa	188	199	+11

Pour cela :

	Projet PLU : parcelles disponibles en zone		
Besoins en parcelles libres de constructions d'ici 2012 à Pernes	U	1AUa	
200	41	12,7ha	12,7 ha réellement urbanisable soit 158 constructions réalisables
	Total = 199 constructions réalisables à court terme (en zones U et 1AUa)		

Les besoins en parcelles nécessaires à la commune afin d'avoir une augmentation de 1% de sa population étaient déjà suffisants aux regards du POS opposable. Néanmoins, dans un souci qualitatif et aux regards des contraintes à l'urbanisation subies par certains secteurs du territoire communal, la municipalité a souhaité redéfinir les zones mixtes d'urbanisation futures, les connectant mieux au reste du bourg, en limitant les constructions dans les zones potentiellement inondables identifiées au sein du PPRI, en préservant le paysage.

Les zones 1 AUa (urbanisables à court et moyen terme) inscrites au plan de zonage correspondent aux besoins recensés à court terme pour le développement de la commune de Pernes. En effet, 6,10 hectares ont été inscrits en 1 AUa2 pouvant accueillir environ 76 constructions à usage d'habitation. A ces 76 parcelles, il faut ajouter les 41 constructions réalisables en zone U et les 6,6 hectares déjà inscrits en zone d'urbanisation à court terme au sein du POS opposable et repris au sein du projet PLU correspondant à une possibilité d'accueil de 82 habitations.

III-2232 Les schémas de principe

Des schémas de principe d'aménagement de la zone à urbaniser ont été réalisés et annexés au Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Ces schémas permettent de visualiser dans les zones à urbaniser les points d'accès, la voirie traversante et les carrefours à traiter.

Le premier schéma permet de visualiser dans la zone à urbaniser : *chemin de Forestel – rue de Blaringhem* :

- les points d'accès et la voirie traversante signalant comment on peut accéder à la zone et y circuler ; la desserte de la zone se fera à partir de cinq points d'accès si-

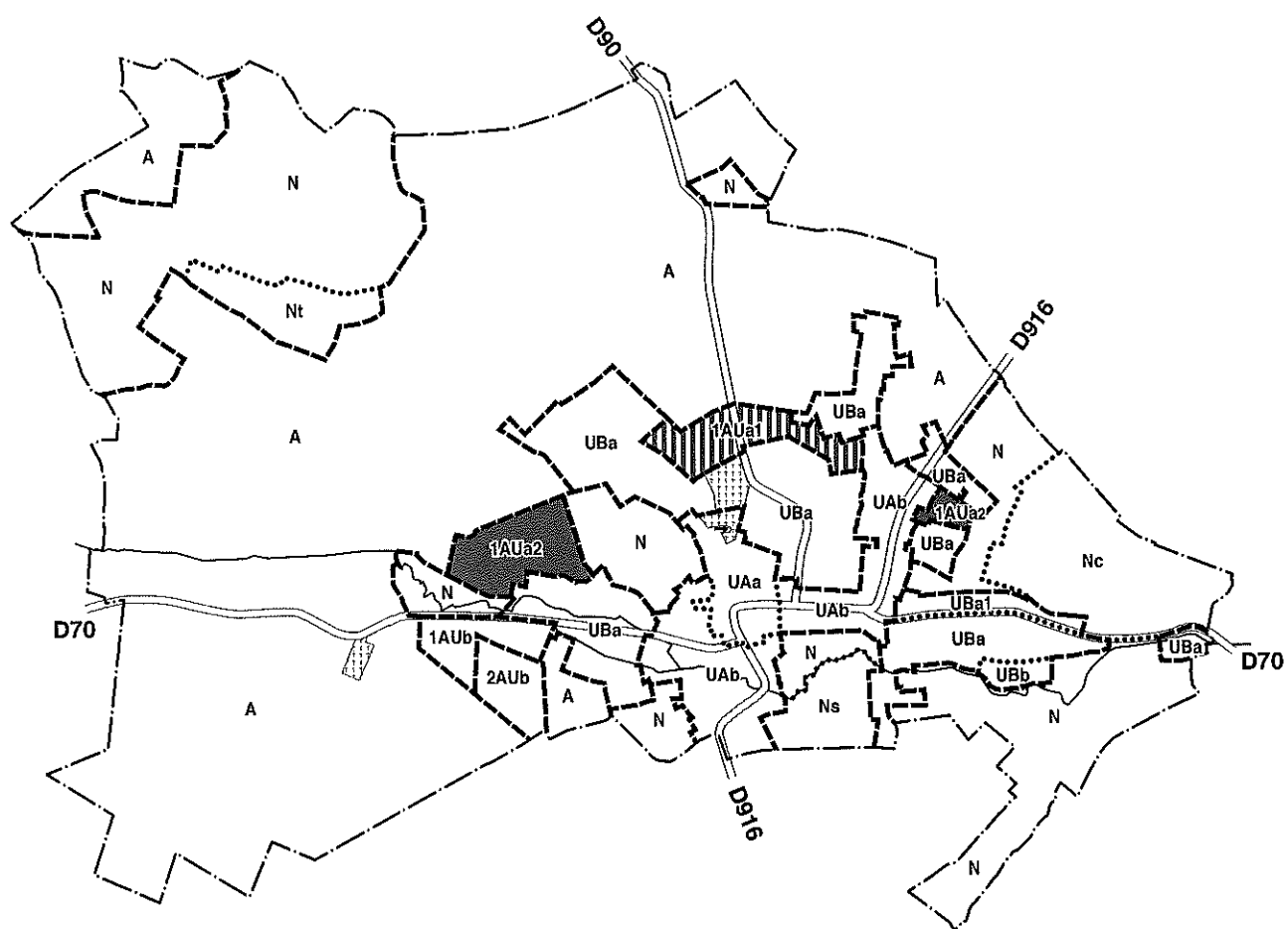
tués rue de la résidence des Hauts d'Artois, rue de Blaringhem, chemin de Pernes à Aumerval et rue de l'Eglise. La voirie traversante permettra de relier la rue Curie et la rue de Blaringhem.

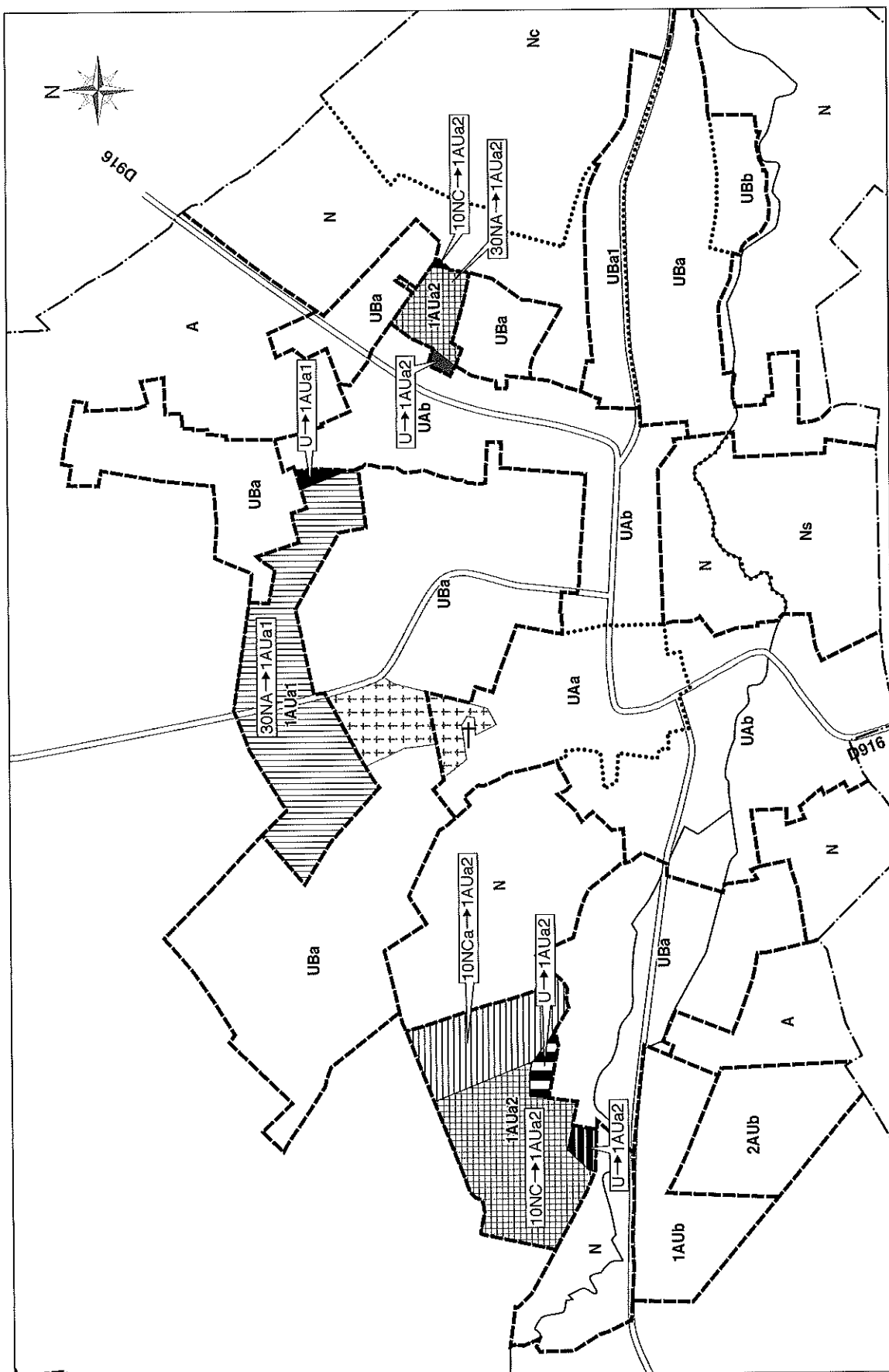
- le traitement des carrefours afin de sécuriser les entrées et sorties de zone ;

Le second schéma permet de visualiser dans la zone à urbaniser : *Ilot rues du 8 mai, Carimarants, de l'Eglise* :

- les points d'accès et la voirie traversante signalant comment on peut accéder à la zone et y circuler ; la desserte de la zone se fera à partir de trois points d'accès situés rue du 8 Mai (2) et rue des Carimarants. La voirie traversante permettra de relier la rue Curie et la rue du 8 mai.
- le traitement des carrefours afin de sécuriser les entrées et sorties de zone ;

Pernes-en-Artois : Zone 1AUa





III-23 La zone à urbaniser spécifique à vocation d'activité (1AUb)

III –231 Ces zones ont été délimitées afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement suivant:

- *Réaliser une zone d'activités commerciale, artisanale, industrielle au futur point de rencontre de la RD70 avec la RD301*
- *Prévoir que ce site d'implantation puisse accueillir d'éventuelles activités trop nuisantes (pollution sonore, olfactive, ...) pour être admises au sein du tissu bâti actuel et futur.*
- *Développer l'emploi dans la commune*
- *Dynamiser le commerce et l'économie communale*
- *Organiser et localiser les futurs quartiers de sorte de limiter les déplacements automobiles et réguler la circulation future, en particulier dans le centre*
- *Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence*
- *Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources*
- *Prendre en compte les périmètres de protection des exploitations pratiquant l'élevage.*

III –232 Les principales caractéristiques réglementaires

➤ *Vocation de la zone*

Cette zone à urbaniser spécifique est destinée à accueillir des activités industrielles non nuisantes, artisanales et commerciales dont la création ou le développement au sein du tissu bâti actuel ou futur risquerait de créer des conflits d'usage entre habitat et activités (gêne créée par les véhicules de transport, le bruit, les poussières, les odeurs, trafic généré par les activités commerciales, etc...) ou qui de par l'emprise foncière qu'elles nécessitent ne peuvent s'implanter au sein du centre-bourg présentant une trame étroite du parcellaire non adaptée aux activités dont le développement nécessitent une superficie importante. Ainsi, la supérette *Shopi* qui était implantée au niveau du centre-bourg et dont la pérennité économique était menacée par le manque de foncier pour se développer trouve sa place au sein de cette zone.

➤ *Occupation du sol*

En dehors des activités proprement dites (commerces, bureaux, services), l'article 2 autorise les constructions ou installations publiques, ou les habitations directement liées aux activités autorisées. La zone n'autorise pas les activités industrielles nuisantes. Par contre, sont autorisés les établissements à usage d'activités industrielles ou artisanales comportant des installations classées ou non. Ceci s'explique par la proximité de la zone par rapport à la zone urbaine mixte mais aussi afin de ne pas voir se développer une zone mixant des activités de commerce de détail et des activités industrielles lourdes pouvant nuire à la fonctionnalité de la zone.

Sont donc réglementées à l'article 2 : « sont admis les établissements à usage d'activités artisanales ou industrielles comportant des installations classées ou non dans la mesure où toutes dispositions auront été prises pour éliminer les risques pour la sécurité (tels qu'en matière d'incendie, d'explosion) ou les nuisances (telles qu'en matière d'émanations nocives, ou malodores, fumées, bruits, poussières, altération des eaux) susceptibles d'être produits ou de nature à les rendre indésirables dans la zone ».

➤ *Accès et voirie*

Afin de sécuriser les entrées/sorties de la zone d'activité, l'article 3 réglemente le nombre d'accès par terrains, notamment en fonction de leur superficie, ainsi que l'intégration de ces accès par rapport au maillage viaire existant : « ces accès doivent être distants d'au moins 25 m de tout carrefour ».

➤ *Implantation des constructions, emprise au sol, hauteur des constructions, aspect extérieur, espaces libres et plantations*

La volonté communale de préserver le caractère rural de la commune en entrée du bourg se traduit par la volonté :

- d'intégrer les bâtiments dans le paysage en :
 - fixant un recul des constructions ou installations (article 6) par rapport aux voies (10 m de la limite d'emprise de la RD 70, 5 m par rapport à l'axe des autres voies)
 - fixant une implantation des constructions par rapport aux limites séparatives (4 m minimum à l'exception des constructions à usage d'habitations, de bureaux ou de services ou l'implantation en limite séparative est admise dans une bande de 20 mètres) et des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété (4 m minimum), article 7 et 8.
 - fixant une emprise au sol des bâtiments à usage d'activités à 60% de la surface totale du terrain (article 9)
 - limitant la hauteur des constructions à 10 m. au faîtage (article 10) et en spécifiant que les constructions à usage d'habitat et de bureaux ne peut comporter plus d'un niveau habitable sur rez-de-chaussée et un seul niveau pour les autres constructions (commerce, artisanat, industrie légère...).
- d'intégrer des prescriptions qualitatives :
 - à l'article 11 : nature, forme ou teinte des matériaux en fonction de l'usage de la construction (pour les constructions à usage d'activités, les colorations naturelles des matériaux de façade, des enduits et des peintures doivent être dans les tons dominants suivants : blanc, gris, beige, vert pastel ou bleu pastel. Les couleurs vives doivent être limitées aux petites surfaces...), des clôtures (Les clôtures d'une hauteur maximale de 2 m doivent être constituées d'un grillage édifié derrière une haie vive.).
 - article 13 : aménagement des aires de stationnement ou de stockage (dans le cas d'aire de stationnement de plus de 100 m², les parcelles seront regroupées autour d'un espace planté d'arbres à tige accueillant le stationnement, les installations techniques et les aires de stockage doivent être ceinturées par une haie végétale.)

- article 13 : des traitement des voies, des limites de zone, des espaces libres intérieurs; intégration par rapport au milieu naturel (marges de recul définies aux articles 6 et 7 plantées d'arbres de hautes tiges), intégration d'une dimension qualitative en relation avec l'accueil de visiteurs mais aussi par rapport au cadre de vie des actifs de la zone (aménagement d'espaces de détente sur une superficie d'au moins 10% de celle du terrain utilisé).

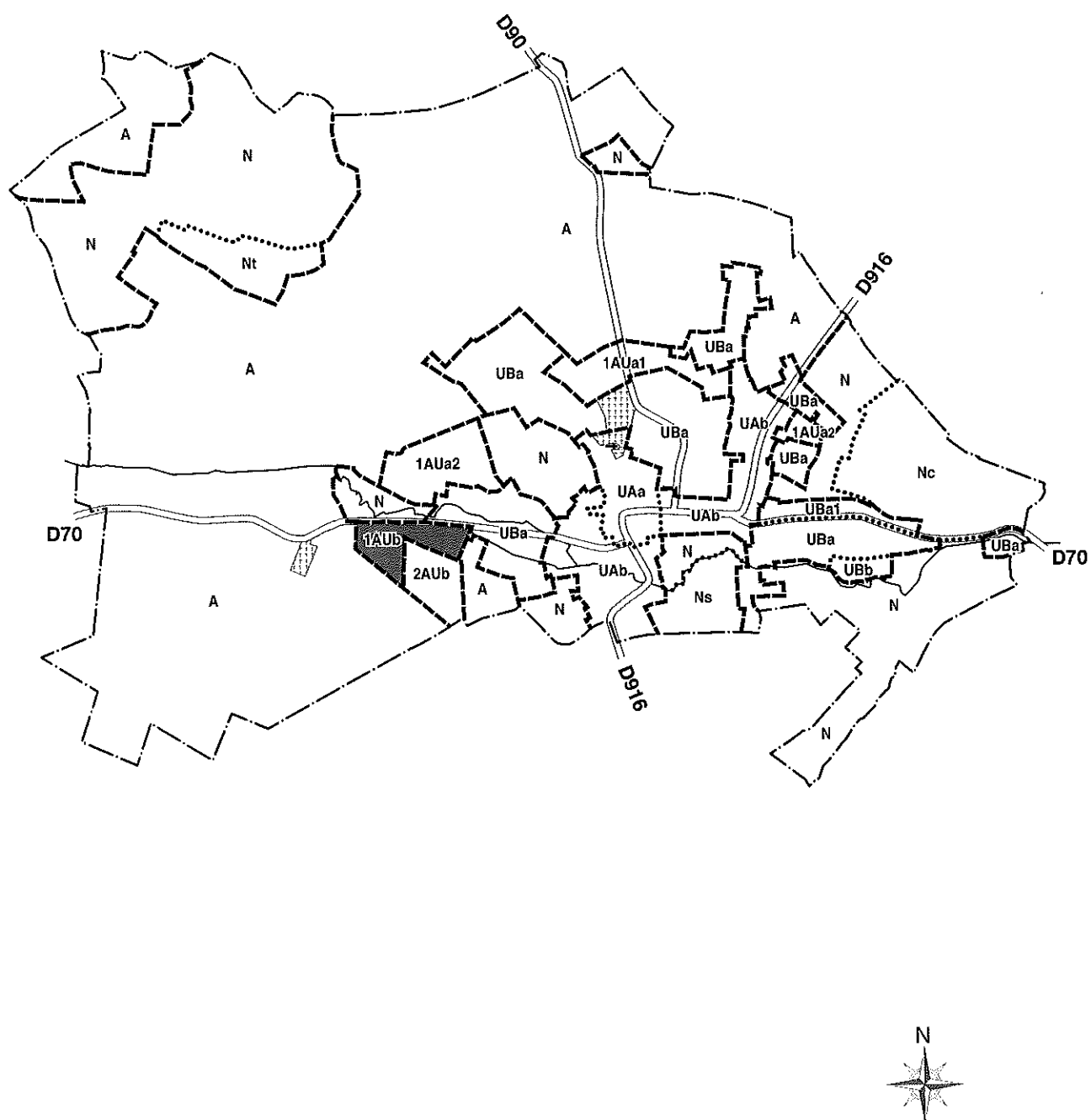
III-233 La transcription aux documents graphiques

III-2331 Le zonage.

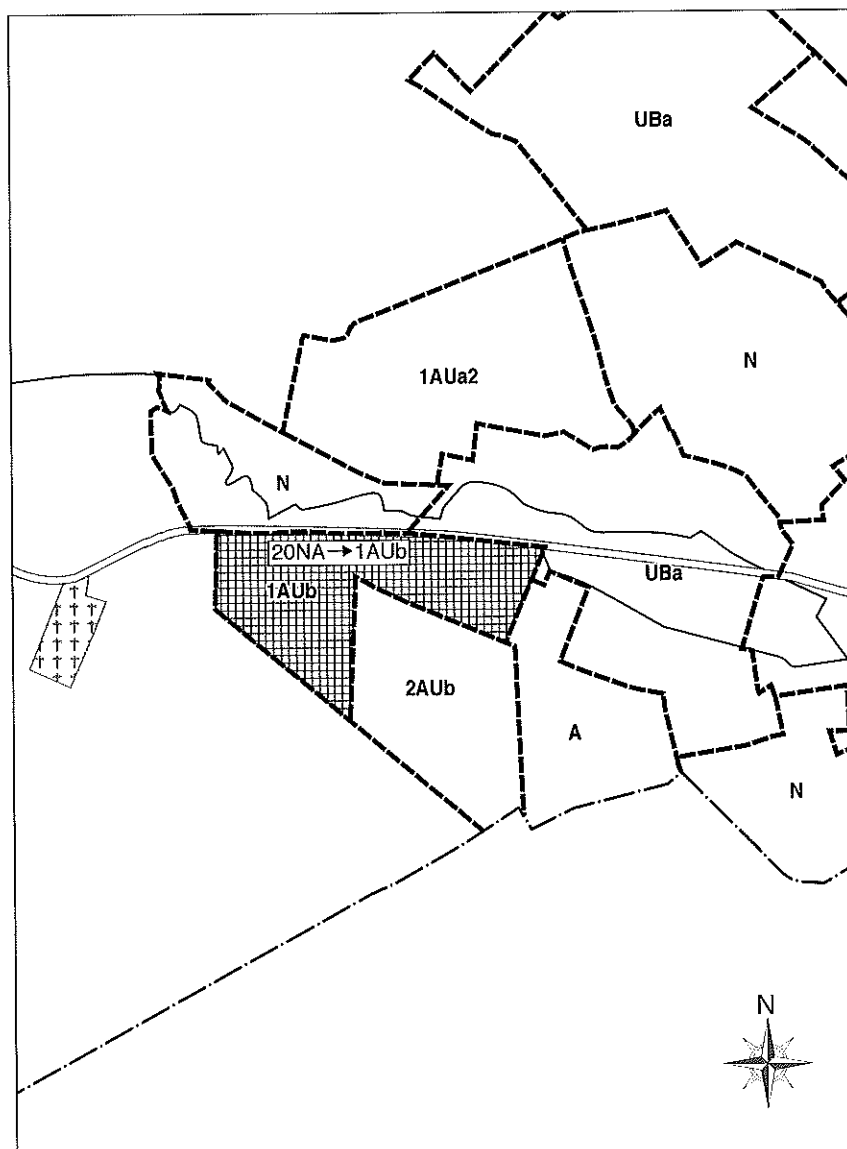
Cette zone de petite taille, puisque qu'elle concerne une superficie de 3,5 hectares, est inscrite le long de la RD 70. Au POS opposable, cette zone d'extension future à vocation d'activité, urbanisable à court et moyen terme était déjà inscrite (zone 20 NA).

Ce positionnement est doublement intéressant puisque il s'appuie sur le projet de liaison RD 301/RD 70, gage d'une bonne accessibilité et que par conséquent, il ne générera pas de trafic poids-lourds à l'intérieur du bourg.

Pernes-en-Artois : Zone 1AUb



Pernes-en-Artois : Changements d'affectations de la zone 1AUb



III-24 La zone spécifique à vocation d'activité à urbaniser à long terme (2AUb)

III –241 Ces zones ont été délimitées afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement suivant:

- *Réaliser une zone d'activités commerciale, artisanale, industrielle au futur point de rencontre de la RD70 avec la RD301*
- *Prévoir que ce site d'implantation puisse accueillir d'éventuelles activités trop nuisantes (pollution sonore, olfactive,...) pour être admises au sein du tissu bâti actuel et futur.*
- *Développer l'emploi dans la commune*
- *Dynamiser le commerce et l'économie communale*
- *Organiser et localiser les futurs quartiers de sorte de limiter les déplacements automobiles et réguler la circulation future, en particulier dans le centre*
- *Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence*
- *Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources*
- *Prendre en compte les périmètres de protection des exploitations pratiquant l'élevage.*

III –242 Les principales caractéristiques réglementaires

La zone 2 AUb est à l'heure actuelle occupée par l'activité agricole (champs en labours). Son urbanisation n'est prévue qu'à longue échéance, après l'urbanisation des zones inscrites à court et moyen terme (1 AUb).

Au caractère de la zone, il est rappelé que cette zone devra faire l'objet d'une procédure de modification avant d'être ouverte à l'urbanisation sous forme de zone 1AUb.

Dans le cadre de cette modification, le PADD devra être complété par les principales caractéristiques d'aménagement de la zone.

Un règlement spécifique devra être rédigé, reprenant les principales prescriptions de la zone 1 AUb.

Pour l'heure il n'a été rédigé qu'un règlement peu renseigné.
L'article 2 autorise les équipements publics d'infrastructures ainsi que les clôtures (art. 2).

Les autres articles ne concernent que les extensions ou les nouvelles constructions (implantations, réseaux, aspect extérieur) autorisées dans la zone. Les prescriptions y sont de ce fait peu développées.

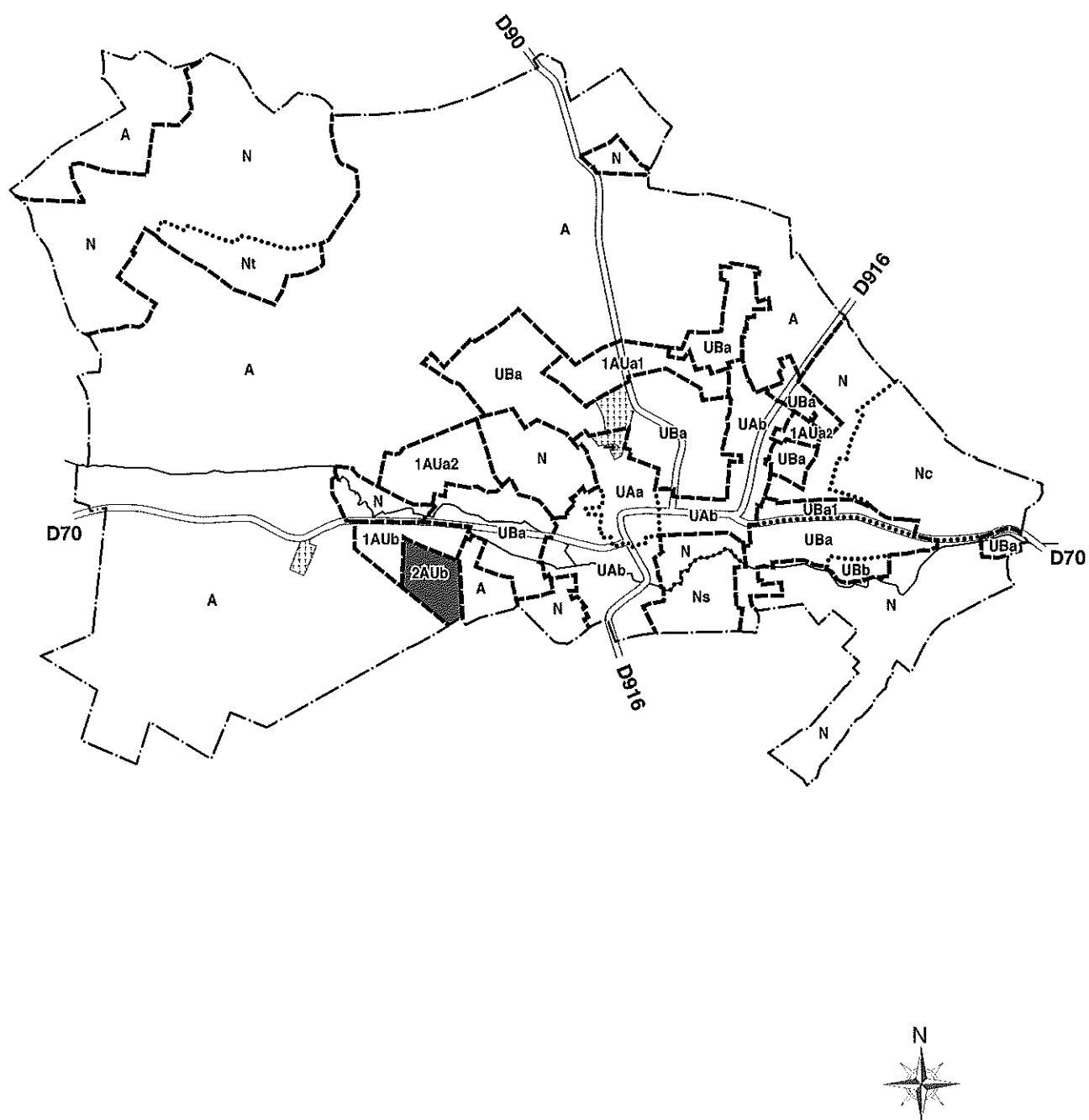
III-243 La transcription aux documents graphiques

III-2431 Le zonage.

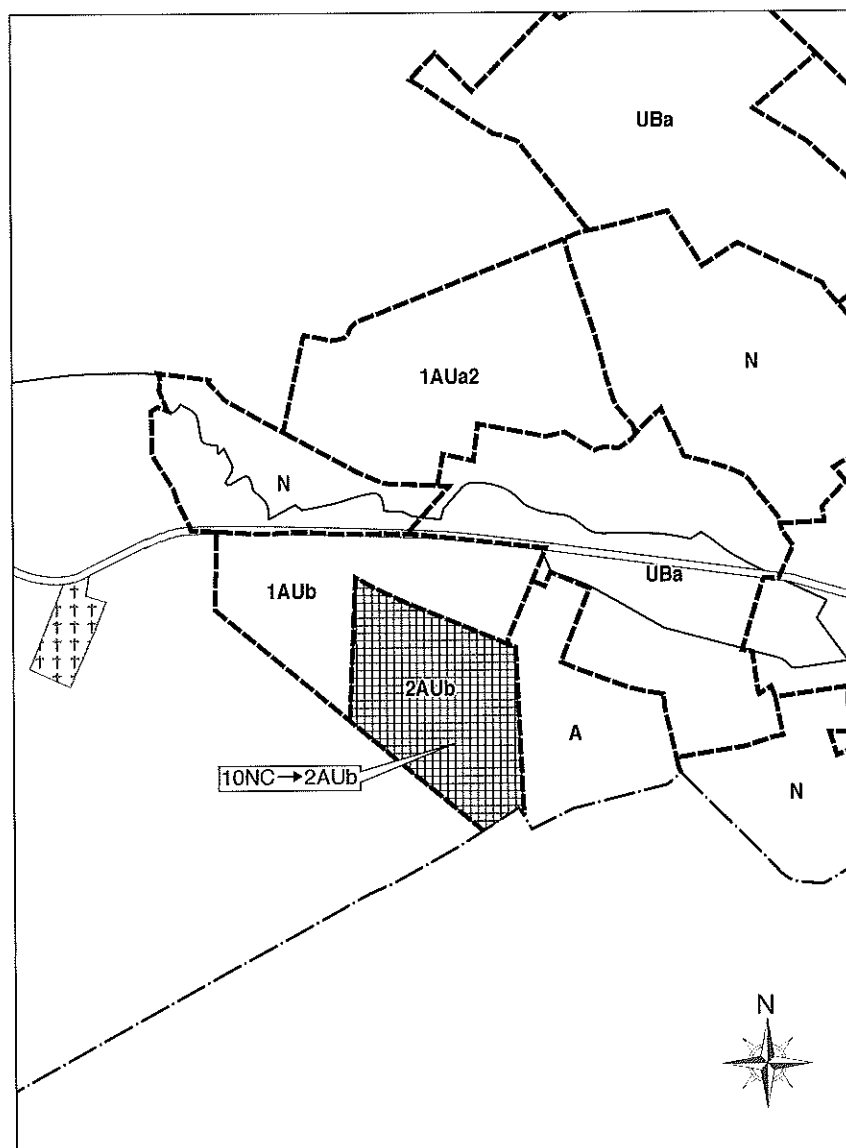
La localisation de cette zone s'appuie tout comme la zone AUb sur le projet de future liaison RD 301/RD 70. Cette zone, d'une superficie de 3,8 ha reprend les terrains au sud de la zone 1AUb. Elle constitue une réserve pour l'aménagement de cette zone d'activité dans l'attente de la réalisation de la liaison RD 301/RD 70 et permet d'avoir une superficie nécessaire au développement économique communal à plus long terme (près de 7 ha : 1 AUb + 2 AUb).

L'inscription de ce phasage dans le temps permet de conserver l'occupation agricole actuelle des terrains en attente de l'urbanisation de la zone à vocation d'activité 1AUb inscrite à court et moyen terme et de l'aménagement de la liaison RD 301/RD 70.

Pernes-en-Artois : Zone 2AUb



Pernes-en-Artois : Changements d'affectations de la zone 2AUb



III-25 Les zones agricoles (A)

III –251 Ces zones ont été délimitées afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement suivant:

- Protéger et permettre le développement des activités agricoles,
- Protéger l'espace agricole et prévoir les conditions et les dispositions nécessaires à la gestion des eaux pluviales
- Protéger les exploitations agricoles pratiquant l'élevage
- Protéger et mettre en valeur les abords et le fond de vallée de la Clarence
- Interdire toutes nouvelles constructions dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources

III –252 Les principales caractéristiques réglementaires

L'article 2 n'admet, en dehors des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, que les constructions liées aux exploitations agricoles. Dans ce sens, en zone A est autorisée l'implantation de sièges d'exploitation agricole, les constructions à usage d'habitation autorisée dans le cadre de l'activité agricole, les activités complémentaires de l'activité agricole (camping à la ferme, chambre d'hôte, gîtes ruraux...).

Certains reculs sont rendus obligatoires (article 6) : recul des constructions par rapport aux voies et aux berges de la Clarence pour des raisons de sécurité et d'entretien et par rapport à la limite du bois de la ville (40m) par souci de protection des lisières du bois (article 6), recul des dépôts et installations par rapport aux zones d'habitat (article 7) afin de limiter les nuisances sonores, visuelles et olfactives aux abords des zones d'habitat.

Les autres règles sont peu contraignantes hors celle qui limite la hauteur des constructions à usage d'habitation à deux niveaux habitables sur rez-de-chaussée (article 10) et la hauteur des autres constructions mesurée au-dessus du sol naturel avant aménagement à 11 m à l'égout du toit afin de les intégrer dans le paysage.

III-253 La transcription aux documents graphiques

III-2531 Le zonage.

Ont été repris en zone A :

- le plateau agricole homogène, situé de part et d'autre de la Clarence à l'ouest du territoire communal, enveloppant le bois de la ville, ainsi qu'au nord du bourg.
- les terrains situés à proximité d'une exploitation agricole pratiquant l'élevage.

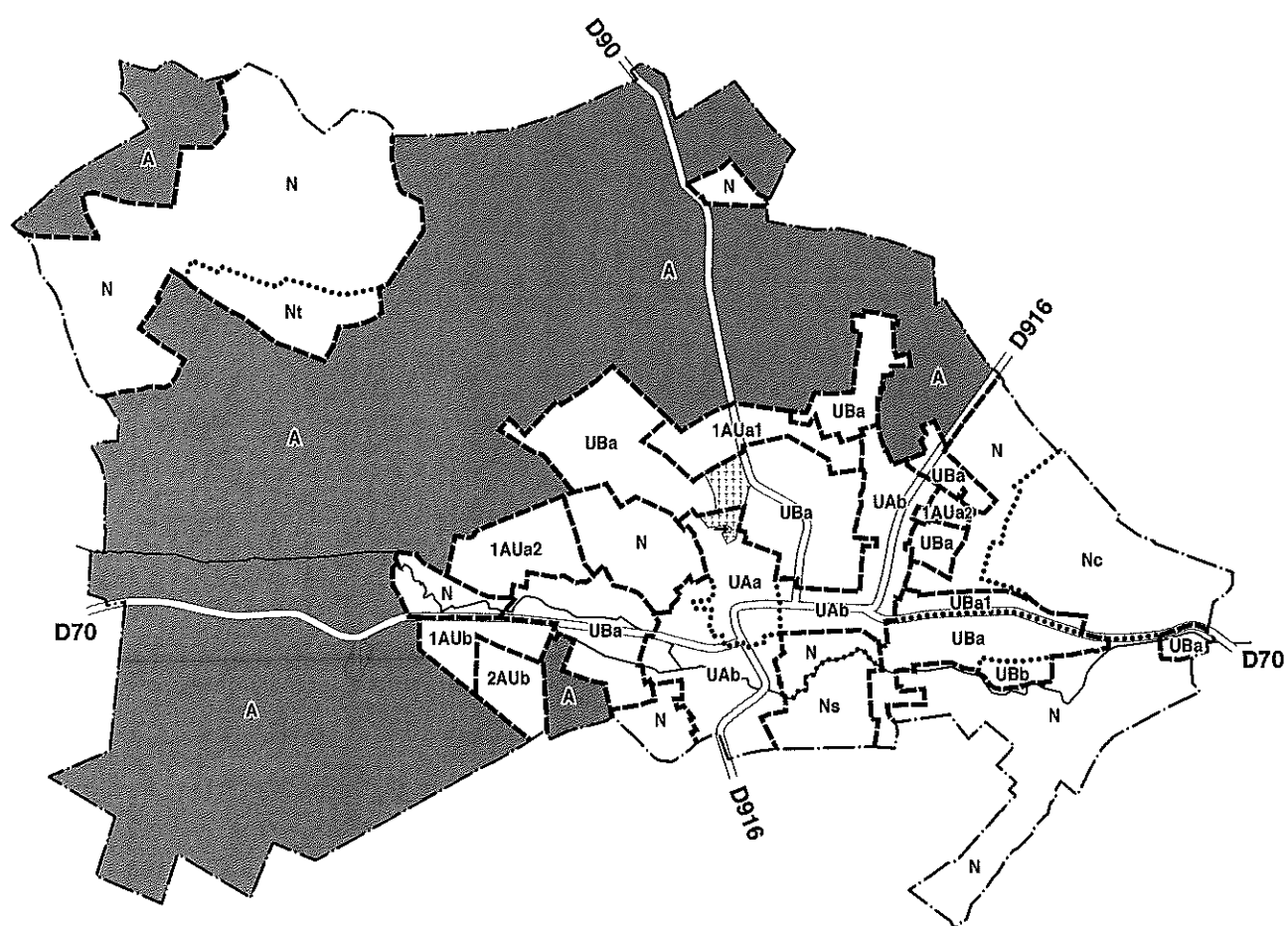
La zone agricole NC du POS opposable, classée en zone A dans le projet PLU, a ainsi été :

- très légèrement étendue à proximité de l'exploitation agricole pratiquant l'élevage implantée chemin des Hazoys venant véritablement jouxter les terrains déjà occupés.

- réduite :

- à l'extrême sud-est du territoire communal afin de protéger les zones naturelles humides. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NC deviennent N.
- au sud-ouest du bourg afin d'assurer à long terme le développement économique communal. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NC deviennent 2 AUb.
- au nord-ouest du bourg afin de répondre à la demande en logement (zone 1 AUa2) et en équipement public (parking, accès au terrain de sport...). Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NC deviennent UBa.
- à l'est du bourg afin d'une part d'assurer une zone tampon entre la zone urbanisée et la carrière de Grès et d'autre part permettre à la carrière de s'étendre et ainsi d'assurer la pérennité de son développement économique. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NA deviennent Nc et N.
- au sud du pôle scolaire et sportif afin de préserver une zone naturelle au cœur du tissu urbain aggloméré. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NC et 10 NCa deviennent N.
- au nord de la future zone à vocation d'activité, à l'ouest du bourg afin de préserver le secteur de la *Fontaine bleue*, soumis à des risques d'inondations et nécessitant une protection adaptée du fait de la qualité paysagère du site. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NA deviennent N
- légèrement vers l'est, rue de Blaringhem, intégrant le corps de ferme et les pâtures localisées en front à rue au sein de la zone urbaine, préservant néanmoins les hangars attenants au corps de ferme concentrant l'essentiel de l'activité d'élevage et les pâtures situées à l'arrière de l'exploitation en les laissant inscrits en zone A. Dans ce sens, les parcelles concernées, classée au POS opposable en 10 NC deviennent UBa.

Pernes-en-Artois : Zone A







III-26 Les zones naturelles (N)

III –261 Ces zones ont été délimitées afin de prendre en compte les objectifs d'aménagement suivant:

- *Pérenniser et développer le site de la carrière au nord et à l'est de son emprise actuelle.*
- *Maintenir une zone tampon entre le site de la carrière et la zone habitée.*
- *Développer des activités liées à l'eau aux abords de la Clarence*
- *Protéger et mettre en valeur les abords et le fond de vallée de la Clarence*
- *Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque d'inondation et à proximité des sources*
- *Protéger les sentiers de randonnée et les autres cheminements de promenade et prévoir la création de nouveaux cheminements piétons*
- *Limiter les nuisances existantes et futures (assainissement, bassins de rétention ou de tamponnement, etc...)*
- *Développer des activités ludiques et les potentialités touristiques et de loisirs liées à l'eau, en accord avec le contrat rivière.*
- *Protéger les chemins de randonnée existants et potentiels*
- *Protéger les espaces forestiers et leurs lisières.*
- *Ne pas développer l'activité d'extraction de l'ancienne carrière*
- *Favoriser la création d'installations légères d'accueil et de loisirs.*
- *Développer l'offre d'hébergement touristique*
- *Intégrer les futures constructions dans le paysage.*

III –262 Les principales caractéristiques réglementaires

➤ *Vocation de la zone*

La zone N correspond à une zone naturelle protégée, inscrivant sur certains secteurs une vocation récréative, constituée par :

- l'ensemble des terrains sensibles liés à la vallée de la Clarence situés le long des berges et au *sud-est* de la commune,
- les sites de carrière abandonnés ou non et leurs abords localisés respectivement à l'entrée *est* de Pernes en Artois et au *nord* du territoire communal.
- le bois de la ville et ses lisières au *nord-ouest* de la commune

Les secteurs identifiés comme ayant des potentialités touristiques ou d'accueil d'activités ludiques, se situent aux abords du bois de la ville et au sud de la Clarence à proximité du centre.

Les zones naturelles sont donc caractérisées par 3 secteurs présentant des potentialités de mise en valeur et des vocations spécifiques :

- le secteur Ns réservé au développement d'activités sportives, culturelles, touristiques et de loisirs correspondant au lieu dit « *Le Guît* » au sud-est du centre-bourg dans le secteur localisé au sud la Clarence.

- le secteur Nc correspondant à la carrière de Grès située à l'entrée est de Pernes et ses abords.
- le secteur Nt réservé à l'accueil et l'hébergement touristique, aux activités sportives, touristiques et de loisirs ; localisé aux abords du bois de la ville, entre le chemin du bois et le bois.

➤ *Occupation du sol*

Afin d'assurer la protection des espaces naturels sensibles ou de qualité, des boisements et des paysages et de protéger strictement les terrains susceptibles d'être inondés par principe de précaution, correspondant aux zones actuellement non urbanisées localisées le long de la Clarence, au sud-est du bourg et le long du chemin du bois, du bois de la ville et de l'ancienne carrière, l'article 2 n'admet principalement que les travaux et installations destinées à réduire les conséquences du risque d'inondation, les clôtures, les constructions et installations nécessaires aux services publics et les exhaussements et affouillements rendus indispensables à la réalisation des types d'occupation et d'utilisation du sol autorisés.

Néanmoins, afin de prendre en compte la présence de constructions à usage d'habitation et d'une entreprise situées dans la zone N, sous réserve des prescriptions du PPRI, l'article 2 du règlement de la zone N autorise : « Les extensions, les bâtiments annexes et dépendances accolées ou non liés aux habitations existantes dans la zone dans la limite de 20 m² d'emprise au sol dans la limite maximale de 200 m² de SHON » ainsi que « l'extension des constructions à usage d'activité existantes dans la zone limitée à 20% d'augmentation de leur emprise au sol initiale »

Le secteur Nc correspondant à l'exploitation de la carrière de grès, élargie afin de permettre à l'activité d'assurer la pérennité de son développement économique, autorise les exploitations de carrières, les activités liées au mode d'exploitation de carrières et l'extension limitée des habitations existantes dans le secteur. En outre, afin de prévoir la reconversion du site en cas de cessation d'activité, il devra être précisé lors de l'autorisation d'extension des carrières, les dispositions prescrites pour la réutilisation des terrains concernés.

Afin de développer les potentialités touristiques de Pernes, l'article 2 pour les secteurs Nt et Ns admet notamment les équipements, installations, constructions et aménagements à usage culturel, socio-éducatif, récréatif, de loisirs, et d'accueil du public (restaurant, ...) ainsi que les commerces intégrés à ces installations. Alors que le secteur Ns situé aux abords de la Clarence, à proximité du centre affirme en sus une vocation d'activités sportives, le secteur Nt localisé aux abords du bois de la ville quant à lui permet l'accueil d'activités d'hébergement dont les campings.

Certains reculs sont rendus obligatoires :

- recul des constructions par rapport à la limite d'emprise des RD (15 m), des autres voies (10 m), des berges de la Clarence pour des raisons de sécurité et d'entretien (10 m) et 40m de la limite du bois de la ville par souci de protection des lisières du bois (article 6),
- recul de 10m des dépôts et installations par rapport aux zones d'habitat (article 7).

Les autres règles sont peu contraignantes hors celle qui limite la hauteur des constructions à usage d'habitation à un seul niveau habitable sur rez-de-chaussée (article 10), et la hauteur des autres constructions mesurées au-dessus du sol naturel avant aménagement à 7 m au faîtage afin de les intégrer dans le paysage.

Dans un souci d'intégration par rapport au milieu naturel et afin d'offrir une offre en hébergement qualitative, l'article 7 réglemente l'implantation des caravanes par rapport aux limites séparatives (3m de recul) et l'article 13 prescrit que les terrains de camping-caravanage doivent être entourés d'une haie composée d'arbres et d'arbustes d'essences locales.

III-263 La transcription aux documents graphiques

III-2631 Le zonage.

Cette zone N est constituée par :

- le bois de la ville (N) situé au nord-ouest de Pernes, déjà classé en zone naturelle (ND) au POS opposable.

- les lisières du bois (N et Nt) intégrées à la zone naturelle avec la définition d'un secteur spécifique comportant déjà deux constructions et présentant des potentialités en terme de développement touristique, inscrivant par conséquent une vocation d'accueil et d'hébergement, classées en zone agricole (10 NC) au POS opposable.

- l'espace naturel constitué de prairies humides, localisé aux abords de la Clarence, au nord de la RD 70 à l'entrée ouest du bourg nécessitant une protection spécifique du fait de la qualité paysagère du site et de son caractère humide. Au POS opposable, cette zone était classée en NBa en bord à route, permettant la pratique des sports et des loisirs et en zone agricole (10 NC) à l'arrière des parcelles.

- la carrière de grès (N (c)) située à l'entrée est du bourg, classée en 20 NC au POS opposable, dont la superficie s'est vue augmentée afin de permettre à l'activité de se développer. Un espace tampon (N) a été inscrit entre les futures zones U et AU et la carrière afin de préserver les zones d'habitations des nuisances susceptibles d'être engendrées par la carrière. Ces terrains étaient classés au POS opposable en 10 NC.

- l'espace naturel situé de part et d'autre du chemin du Bart, se présentant comme un espace de respiration, intégrant un certain recul par rapport à la carrière et conservant une zone périphérique aérée.

- les secteurs humides et la zone des marais situés au sud est de la commune (N), classés au POS opposable en ND, dont la superficie a été étendue vers le nord afin d'intégrer les terrains non occupés et ainsi limiter le risque d'inondation.

- l'ancienne carrière de marne localisée au nord-est du territoire communal classée en N (r) dans le projet PLU alors qu'elle était inscrite en 10 NC au POS opposable. Ce changement de vocation répond à la volonté communale de sécuriser le site et de le réhabiliter en secteur naturel.

- l'espace naturel correspondant au lieu dit « Le Guit » situé au sud-est du centre-bourg, dans le secteur localisé au sud de la Clarence, inscrit en NDa dans le POS opposable et classé en Ns dans le projet PLU. Afin de ne pas créer de nuisances à proximité des zones d'habitations en créant une zone d'activités sportives, culturelles, touristiques et de loisirs directement à l'arrière des fonds de jardins des propriétés existantes, seul le secteur au sud de la Clarence inscrit en NDa du POS opposable a été conservé dans le projet PLU. Le secteur nord, inscrit en NDa au POS opposable a été classé en zone naturelle de protection stricte (N).

- l'espace agricole et naturel s'étendant au sud du bourg, jusqu'à la limite communal avec Pressy, classée au POS opposable en 30 NA, qui dans le projet PLU, au vue du risque fort d'inondation par débordement de la Clarence, a intégré dans la zone UBa les parcelles situées

en bord à route, déjà en partie urbanisée et présentant un risque plus modérées et le reste en zone N.

III-2632 Les autres indications reportées aux annexes

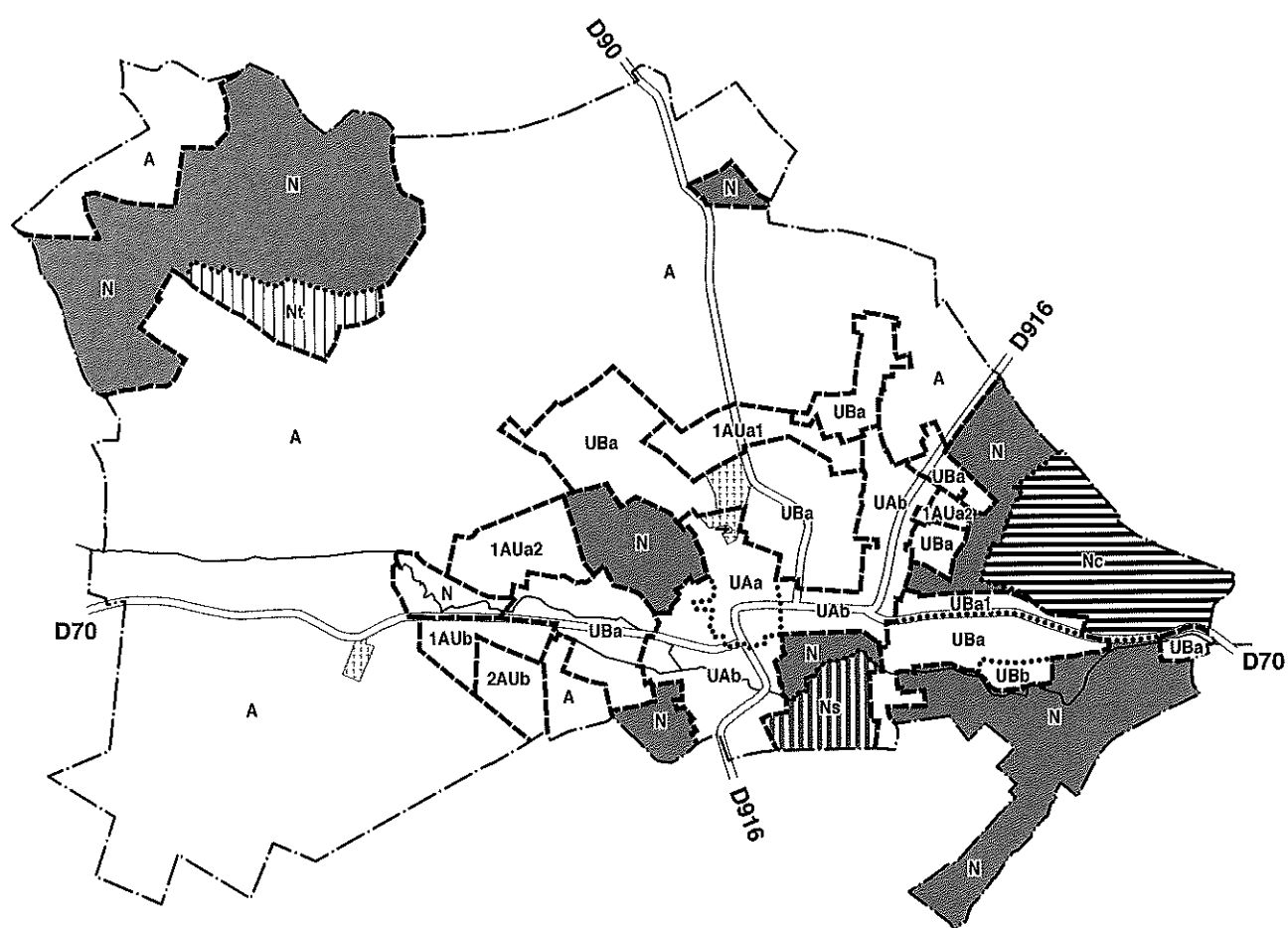
Sont reportés aux annexes graphiques :

- le secteur affecté par le bruit des axes terrestres bruyants classés comme tels par arrêté préfectoral :

- RD 916 dans une zone de 30 m. de part et d'autre de la plateforme de la voie,
- RD 70 dans une zone de 30 m. de part et d'autre de la plateforme de la voie,

Dans ces secteurs des isollements acoustiques seront à prendre en compte.

Pernes-en-Artois : Zone N



III-27 Principaux changements réglementaires

Dans le projet PLU, sur le territoire de Pernes, la zone spécifique à urbaniser (2AU) ainsi que le secteur réservé à l'accueil et à l'hébergement touristique (Nt) ont été créées par rapport au zonage du POS opposable intercommunal. De ce fait, il n'y a pas de changement réglementaire pour ces zones.

D'autre part, certaines zones du POS opposable ont été modifiées. Ainsi, la zone spécifique à vocation d'activité industrielle UI a été intégrée à la zone urbaine mixte dans le projet PLU en application de la loi SRU prônant la mixité urbaine. Les activités présentes au sein de cette zone n'étant pas nuisantes (*Point Vert, Le moulin de la Ferté...*), le secteur a été inclus au sein de la zone mixte urbaine.

De même, la zone NB dans le POS opposable a été pour la partie urbanisée intégrée à la zone urbaine mixte ou inscrite en zone naturelle protégée pour les parties présentant des risques d'inondation par débordement de la Clarence.

Les changements réglementaires concernent les **zones urbaines** (U,UI,NB UA,UB), les **zones à urbaniser** (20 NA 1AUb ; 30 NA 1 AUa1), la **zone agricole** (10 NC A) et les **zones naturelles** (Nda Ns, 20 NC Nc, ND N)

III-271. Les zones urbaines mixtes UA et UB (U, UI et NB du POS opposable)

Afin d'être en conformité avec la loi SRU, les zones UA et UB du PLU, sont appelées zones urbaines mixtes ; c'est pour cela qu'à l'article 2 de ces zones sont admises les activités artisanales, commerciale ou de services comportant ou non des installations classées dans la mesure où toutes dispositions auront été prises pour éliminer les risques pour la sécurité ou les nuisances susceptibles d'être produits. C'est pourquoi la zone UI du POS opposable a pu être intégrée dans ces zones, les activités présentes dans ce secteur n'étant pas nuisantes.

Afin d'assurer la sécurité routière, de satisfaire la circulation des handicapés et personnes à mobilité réduite, de répondre aux normes réglementaires en terme d'accessibilité et de voirie, l'article 3 a été complété en fonction des textes de loi. Les batteries de garages ou aires de stationnement sont limitées à un accès sur la voie publique ou deux accès en sens unique, ce qui permet de régler l'insécurité que pourrait générer une succession de sortie ou d'entrées de véhicules sur les voies publiques.

L'article 4 a été complété afin d'être conforme avec la loi sur l'eau.

Afin de permettre la mixité sociale, à l'article 5 des zones UA et UB, il n'est pas fixé de règle.

L'article 6 introduit une distinction entre les zones UA et UB de manière à préserver le caractère du centre-bourg et faubourgs de Pernes en réglementant l'implantation des constructions à la limite d'emprise en zone UA et avec un recul d'au moins 5 m et au maximum de 25m par rapport à la limite d'emprise en UB. Cependant, afin de prendre en compte la diversité des constructions, comme au POS, leurs implantations peuvent présenter un recul identique à l'une des deux constructions voisines.

Les dispositions réglementaires de cet article correspondent à celles inscrites dans le POS opposable permettant une implantation soit à l'alignement moyen des constructions existantes, soit avec un retrait d'au moins 5 m de la limite d'emprise des rues du 8 Mai et de Blaringhem, secteur compris dans la zone UB. Par contre, les autres constructions situées à l'arrière de la construction principale et celles n'étant pas sur les limites séparatives doivent être implantées à une distance minimale de 3 m de la limite séparative, à l'exception des constructions inférieures à 3.50 m au faîtage.

Par rapport au POS opposable, le recul des constructions est établi non pas par rapport à l'axe des voies mais par rapport à la limite d'emprise des voies afin de faciliter la réalisation des reculs sur le terrain.

Une prescription a été rajoutée par rapport au POS opposable concernant l'implantation des constructions par rapport à la RD 70 portant la distance d'implantation minimale à 15 m afin de répondre à un souci de sécurité routière.

De plus, l'article 6 de la zone UB ajoute un recul obligatoire par rapport aux berges de la Clarence pour des raisons de sécurité et d'entretien (10 m).

Par rapport au POS opposable, l'article 7 est légèrement modifié et complété. En effet, afin de préserver la trame serrée et dense du cœur ancien de Pernes, l'implantation des constructions est obligatoire sur les deux limites séparatives pour les terrains de moins de 15 m de façade dans le secteur UAa et au moins sur une des limites séparatives pour les terrains de plus de 15m de façade dans le secteur UAa ainsi que pour tous les terrains du secteur UAb.

Le POS opposable quant à lui, admettait l'implantation sur limites séparatives en zone U, sans la rendre obligatoire, disposition reprise pour la zone UB afin de conserver un bâti aéré.

Il a été ajouté que les abris de jardin d'une superficie et d'une hauteur maximale pourront s'implanter à 1 m car ce sont des constructions de faible volume.

Au POS opposable, en zone U, à l'article 9, il n'est pas fixé d'emprise au sol. Dans le projet PLU, cet article a été complété. En effet, afin de conserver le caractère dense du centre-bourg et des faubourgs, il n'a pas été fixé d'emprise au sol pour le secteur UAa et pour les parcelles de moins de 500m² en secteur UAb. Pour préserver une densité intermédiaire entre le vieux Pernes et les extensions récentes, pour les terrains de plus de 500m² en secteur UAb, une certaine densité est admise (60 % pour les habitations et 80% pour les activités). Afin d'aérer le reste de la zone urbanisée et de mieux les intégrer dans le paysage, l'emprise au sol a été fixée à 40 % pour les habitations et 60% pour les activités.

Au POS opposable, la réglementation des hauteurs est fixée à partir de l'égout du toit. Dans le PLU, on introduit à l'article 10, la notion de niveaux habitables sur rez-de-chaussée afin de ne pas être contraint à des hauteurs spécifiques par étage et de pouvoir diversifier la hauteur de chaque étage. Par contre, le secteur UAa sera plus dense (2 niveaux sur rez-de-chaussée+c) que les secteurs UAb et UBa (1 niveau sur rez-de-chaussée+c) et que le secteur UBb (rez-de-chaussée+c) afin de respecter le bâti actuel. Afin de favoriser le développement d'activités non nuisantes et la réalisation d'équipements, la hauteur des autres constructions est également limitée (10 m au faîtage).

A l'article 11, l'aspect extérieur des constructions est peu renseigné au POS opposable. Dans le projet PLU, cet article a été complété afin d'intégrer harmonieusement les constructions à usage d'habitation, les clôtures, les postes électriques et citernes dans le tissu urbain.

A l'article 12 a été ajoutée dans le PLU par rapport au POS opposable, la réglementation sur le stationnement des personnes handicapées et à mobilité réduite afin d'être conforme avec la loi. De même, pour les constructions à usage d'habitation, le nombre de véhicules ayant augmenté par ménage et les capacités de stationnement se révélant limitées, surtout en centre-bourg, le projet de PLU exige au minimum la réalisation de 2 places par logement, à l'exception des opérations de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat (1 place). Afin de ne pas surcharger le centre-bourg, déjà limité dans ces capacités de stationnement et pour ne pas nuire à la vitalité commerciale du bourg, pour la transformation et l'augmentation du nombre de logement au sein d'un même bâtiment, il sera exigé une place de stationnement dans le secteur UAa, ce qui n'est pas le cas dans le secteur UAb afin de ne pas nuire aux initiatives de renouvellement urbains. A cela est également ajouté à l'usage des visiteurs, deux places de stationnement par tranche de 5 logements dans le cas d'opérations d'ensemble afin d'assurer une fluidité de la circulation dans ces zones.

Pour les bâtiments à usage d'activité, ne connaissant pas le besoin réel en stationnement pour chaque activité, il a été préférable de ne pas quantifier ce besoin mais de mentionner que sur chaque parcelle, des surfaces suffisantes doivent être réservées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de service ainsi que pour le stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs.

A l'article 13, comme au POS opposable, les plantations qui seront abattues devront être remplacées. Dans un souci qualitatif d'intégration paysagère des parkings, sont également réglementées la végétalisation des aires de stationnement (1 arbre pour 50 m² et un écran boisé pour une aire de stationnement de plus de 100m²).

Par ailleurs, des espaces communs de détente (outre les espaces voués à la circulation et au stationnement des véhicules) d'une superficie d'un seul tenant au moins égal à 5 % de celle du terrain utilisé dans le cadre d'une opération groupée supérieure ou égale à 1 ha devra être réalisé afin que cet espace soit réalisé de manière plus centrale telle une place plantée,...De plus, afin de préserver le caractère aéré du bourg et de ne pas voir se développer de friches ou espaces vacants au sein de la zone urbaine, les espaces libres devront être aménagés en espaces verts.

Comme au POS opposable, l'article 14 du PLU n'est pas renseigné car les reculs imposés aux articles 7 et 8 ainsi que l'emprise au sol permettent de réglementer l'implantation des constructions sur la parcelle selon les zones. De plus, l'emprise au sol permet de réglementer l'ensemble de la parcelle en prenant en compte toutes les constructions sur la parcelle (habitations, annexes, abris) alors que le COS ne réglemente que la construction principale.

III-272. La zone à urbaniser mixte 1 AUa (30 NA du POS)

Afin d'être conforme avec la loi SRU, la zone d'urbanisation à court terme (30 NA) est remplacée par la zone à urbaniser mixte à court terme (1 AUa).

De plus, afin de densifier le Nord de Pernes se situant en contact du pôle d'équipement publics à proximité du centre et d'aérer les secteurs périphériques peu denses aux abords des zones naturelles ou proche de la carrière de Grès, deux secteurs ont été également créés : un secteur 1 AUa1 de moyenne densité et un secteur 1 AUa2 de faible densité (à l'est et à l'ouest du bourg).

L'article 2 du POS opposable a été modifié : afin d'urbaniser de manière cohérente la zone, elle ne pourra s'ouvrir à l'urbanisation uniquement sous forme d'opération d'ensemble avec un programme minimum de 5 lots ou de 5 logements par opérations. Au sein du POS opposable, le projet devait concerner une superficie minimum de 1 500m² afin d'être ouvert à l'urbanisation, ce qui ne permettait pas d'avoir de contrôle sur le nombre de ménages minimums s'installant sur la zone.

Ce même article en limitant les groupes de garages individuels à cinq unités ou en proposant leur intégration dans des opérations de constructions dont ils sont destinés à satisfaire les besoins permet de répondre à la demande en stationnement tout en le dispersant au sein de la zone à urbaniser et en l'intégrant de manière plus harmonieuse dans le paysage urbain.

La zone 1AUa 1 comprenant une habitation, l'article 2 introduit la possibilité d'étendre ou de transformer les constructions existantes. D'autre part, la maison de retraite « Les Verrières » se situant sur les terrains limitrophes à la zone 1 AUa1, l'article 2 permet l'extension des établissements de soins, des bâtiments liés à une activité médicale.

L'article 4 a été complété afin d'être conforme avec la loi sur l'eau.

La réglementation des articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 14 reprend celle de la zone urbanisée UBa1 qui en est le complément, à l'exception des articles 9, 10 et 12 distinguant les hauteurs, le nombre minimum de place de stationnement et l'emprise au sol entre la zone 1 AUa1 plus dense, reprenant les mêmes caractéristiques que la zone UBa1 et la zone 1 AUa2, plus aérée (un niveau habitable sur rez-de-chaussée, emprise au sol maximale de 30% pour les habitations et de 40% pour les activités, 3 places de stationnement minimum par logement).

De même, afin de réaliser des zones de qualité s'intégrant dans le paysage, l'article 13 diffère de celui des zones urbaines du projet PLU ou du POS opposable peu renseigné.

III-273. La zone à urbaniser spécifique 1AUB (20 NA du POS)

Dans le projet PLU comme dans le POS opposable, la zone 1 AUB autorise les activités industrielles, commerciales, artisanales, de bureaux ou de services afin de former un pôle économique au sud de la RD70 aux abords de l'enveloppe urbaine (article 2).

Afin d'assurer la sécurité routière, de satisfaire la circulation des handicapés et personnes à mobilité réduite, de répondre aux normes réglementaires en terme d'accessibilité et de voirie, l'article 3 a été complété en fonction des textes de loi.

L'article 4 a été complété afin d'être conforme avec la loi sur l'eau.

Aux articles 6, 9 et 10, il a été ajouté afin de minimiser l'impact des bâtiments dans le paysage :

- un recul de 10 m par rapport à la limite d'emprise de la RD 70 (5 m dans le POS opposable)
- une emprise au sol fixée à 60% de la surface totale du terrain (non renseigné au POS opposable)
- une hauteur maximale fixée à 10m pour les constructions et installations (12 m au POS opposable). On introduit la notion de niveaux habitables sur rez-de-chaussée afin de ne pas être contraint à des hauteurs spécifiques par étage et de pouvoir diversifier la hauteur de chaque étage (R+1 ou R+C pour l'habitat et les bureaux et R pour les autres constructions).

A l'article 11 du POS opposable, l'aspect extérieur des constructions est peu renseigné. Afin de réaliser une zone de qualité s'intégrant dans le paysage et le tissu urbain, le projet PLU a complété cet article.

De même, l'article 13 a été complété afin de traiter les espaces libres intérieurs

A l'article 12, ne connaissant pas le besoin réel en stationnement pour chaque activité, il a été préférable de ne pas quantifier ce besoin mais de mentionner que sur chaque parcelle, des surfaces suffisantes doivent être réservées pour l'évolution, le chargement, le déchargement et le stationnement de la totalité des véhicules de livraison et de service ainsi que pour le stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs.

III-274. La zone agricole A (NC du POS opposable)

Afin d'être conforme avec la loi SRU, la zone agricole (NC) est remplacée par la zone agricole (A). La zone A, à la différence de la zone NC, est une zone naturelle protégée à vocation exclusivement agricole. Dans ce sens, seules les constructions liées à l'activité agricole sont autorisées ; c'est pourquoi l'extension, la transformation des constructions à usage d'activité existantes ainsi que les stations services et les aménagements à caractère sportif et de loisirs ont été supprimés dans le règlement du PLU.

Seules sont autorisées les activités d'hébergement, de loisirs complémentaires à l'activité agricole (camping à la ferme, chambre d'hôte...) et certaines constructions et installations d'intérêt plus général: les constructions et installations nécessaires au service public et d'intérêt collectif.

Dans le cadre de l'activité agricole sont également admis les exhaussements et affouillements des sols, sous réserve qu'ils soient indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés, les aires de stationnement ouvertes au public et les clôtures.

L'article 3 non renseigné au règlement du POS opposable intègre dans le projet PLU les dispositions répondant à la réglementation en vigueur concernant les accès, les voies en impasse, le gabarit minimum des voies...

Afin d'être conforme avec la loi sur l'eau, l'article 4 est réglementé.

L'article 6 de la zone A ajoute un recul obligatoire par rapport aux berges de la Clarence pour des raisons de sécurité et d'entretien (10 m), par rapport à la limite du bois de la ville (40m) par souci de protection des lisières du bois et augmente le recul par rapport à l'axe des voies départementales (15 m au lieu de 8 m au POS opposable) et des autres voies (10 m au lieu de 8 m au POS opposable) afin d'intégrer harmonieusement les nouvelles constructions dans le paysage et d'assurer la sécurité routière le long de ces voies.

A l'article 7 de la zone A, afin de limiter les nuisances visuelles, il a été ajouté que les dépôts et installations diverses doivent être implantés à 10 m au moins :

- des limites de zones à vocation principale d'habitat,
- des limites séparatives lorsque la parcelle contiguë supporte une habitation, à l'exception des sièges d'exploitation

L'article 8 de la zone A introduit une contrainte moindre quant à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété où la distance minimum passe de 5m au règlement du POS opposable à 4m au projet de PLU, distance suffisante pour assurer l'entretien des marges d'isolement et des bâtiments.

Comme à l'article 10 des zones urbaines, la hauteur des constructions est calculée en niveau habitable sur rez-de-chaussée, en l'occurrence 2 niveaux habitables sur rez-de-chaussée en zone A, telles les constructions installées sur le plateau agricole dans le secteur. Au POS opposable, il n'est pas fixé de règle pour la hauteur des autres constructions. Par contre, dans le projet PLU, cette hauteur mesurée au-dessus du sol naturel avant aménagement ne peut dépasser 11 m à l'égout du toit afin de ne pas créer de bâtiments trop élevés et s'imposant dans le paysage sur le plateau.

Au POS opposable, l'aspect extérieur des constructions n'est réglementé que très sommairement à l'article 11. C'est pourquoi dans le projet PLU, afin d'intégrer les constructions dans le paysage, en zone A, sont interdits l'emploi à nu, en parement extérieur de matériaux destinés à être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit (briques creuses, carreaux de plâtre, parpaings), les pastiches de matériaux, les teintes vives ou agressives ...ainsi que les bâtiments annexes sommaires, tels que clapiers, poulaillers, abris,... réalisés avec des moyens de fortune.

D'autre part, afin de préserver le caractère traditionnel du secteur, des prescriptions en terme de forme et de teinte des matériaux et toitures ont été intégrées (matériaux des murs extérieurs : brique de terre cuite naturelle, la pierre ou tout matériaux de dimension, d'aspect ou de teinte similaires ; toitures couvertes de matériaux de teinte similaire à la tuile ou à l'ardoise naturelle ; matériaux de façade vus du domaine public identiques à ceux du bâtiment principal existant ou à créer lors des extensions...). Afin d'avoir une unité d'ensemble des éléments ponctuant le plateau agricole, le projet de PLU intègre des prescriptions concernant la réalisation de clôtures (grillage doublé d'une haie vive, grilles ou mur bahut d'une hauteur limitée à 0,8 m. constitué des mêmes matériaux que la construction principale surmonté ou non de grilles).

A l'article 13 de la zone A, il a été ajouté que les haies et plantations doivent être constituées d'essences locales.

Dans un souci d'intégration des campings à la ferme, afin de ne pas nuire à la perception paysagère de l'écrin agricole entourant le bourg, des haies formant un écran devront être implantées autour du terrain.

A l'article 13 de la zone A, afin de préserver les spécificités paysagères locales, il a été ajouté que les haies vives pouvant constituer les clôtures devront être constituées d'essences locales et ainsi conserver une flore et une faune autochtone diversifiée et éviter l'homogénéisation des campagnes.

De même, afin de conserver le paysage ponctué de bosquets boisés caractérisant le plateau agricole, toutes plantations devront être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes. Enfin, afin de ne pas créer de rupture entre le milieu naturel et l'aménagement de camping à la ferme dans le cadre de compléments à l'activité agricole, des plantations formant écran devront entourer les terrains de camping (arbres et arbustes d'essences locales).

III-275. La zone naturelle N, Ns et Nc (ND, NDa et 20 NC du POS opposable)

Afin d'être conforme avec la loi SRU, les zones naturelles (ND) sont remplacées par une zone naturelle (N) se déclinant en différentes zones selon leur vocation (Nc, Nt, Ns).

- Le secteur Nc correspond à la zone 10NC élargie du POS opposable.

La présence d'habitations au sein de ce secteur induit d'ajouter à l'article 2 du projet PLU, la possibilité d'étendre de manière limitée les habitations déjà existantes.

- Le secteur Ns équivaut à la zone NDa du POS opposable réduite au secteur sud de la Clarence afin de ne pas créer de nuisances à proximité des zones d'habitations du centre-bourg en créant une zone d'activités sportives, culturelles, touristiques et de loisirs directement à l'arrière des fonds de jardins des propriétés existantes. Un secteur Nt spécifique pour l'accueil et l'hébergement touristique ayant été définie, il a été nécessaire à l'article 2 pour le secteur Ns de ne plus autoriser les aménagements touristiques (terrains de camping...) comme c'était le cas dans le cadre du POS opposable pour le secteur NDa. Par contre, les constructions à usage commercial annexées ou intégrées aux installations de loisirs sont autorisées.

- La zone N correspond à la zone ND élargie (ont été rajoutés la lisière du bois, la zone tampon de la carrière, les zones inondables en secteur non urbanisés, le secteur localisé entre les constructions situées au sud de la rue nationale et la Clarence, les abords de la zone humide au sud est de la commune). C'est pourquoi l'article 2 autorise les équipements, installations,

constructions liés à la lutte des crues. En sus, afin de prendre en compte la présence de constructions à usage d'habitation et d'une entreprise situées dans la zone N, sous réserve des prescriptions du PPRI, l'article 2 du règlement de la zone N autorise : « Les extensions, les bâtiments annexes et dépendances accolées ou non liés aux habitations existantes dans la zone dans la limite de 20 m² d'emprise au sol dans la limite maximale de 200 m² de SHON » ainsi que « l'extension des constructions à usage d'activité existantes dans la zone limitée à 20% d'augmentation de leur emprise au sol initiale ».

D'autre part, du fait de l'absence d'exploitation agricole en zone N, l'autorisation d'étendre les bâtiments agricoles comme au POS opposable en zone ND a été supprimée.

Les articles 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12 et 13 dans le POS opposable sont peu ou pas renseignés.

L'article 3 intègre ainsi dans le projet PLU les dispositions répondant à la réglementation en vigueur concernant les accès, les voies en impasse, le gabarit minimum des voies...

Afin d'être conforme avec la loi sur l'eau, l'article 4 est réglementé.

L'article 6 de la zone N ajoute un recul obligatoire par rapport aux berges de la Clarence pour des raisons de sécurité et d'entretien (10 m) et augmente le recul par rapport à l'axe des voies départementales (15 m au lieu de 10 m pour la zone 20 NC et 2m pour la zone ND au POS opposable) et des autres voies (10 m au lieu de 2 m pour la zone ND au POS opposable) afin d'intégrer harmonieusement les nouvelles constructions dans le paysage et d'assurer la sécurité routière le long de ces voies. De même, afin de protéger le bois de la ville, un recul de 40 m est prescrit pour l'implantation de toutes constructions.

A l'article 7 de la zone N, afin de limiter les nuisances visuelles, il a été ajouté que les dépôts et installations diverses doivent être implantées à 10 m au moins :

- des limites de zones à vocation principale d'habitat,
- des limites séparatives lorsque la parcelle contiguë supporte une habitation, à l'exception des sièges d'exploitation

Comme à l'article 10 des zones urbaines, la hauteur des constructions est calculée en niveau habitable sur rez-de-chaussée, en l'occurrence 1 niveaux habitables sur rez-de-chaussée en zone N, afin que les constructions s'intègrent mieux dans le paysage. La hauteur des autres constructions reste fixée à 7 m comme au POS opposable.

A l'article 11 du POS opposable, l'aspect extérieur des constructions est peu renseigné. Afin de préserver la vallée de la Clarence et le bois de la ville, afin que les constructions autorisées s'intègrent dans le paysage, le projet PLU a complété cet article.



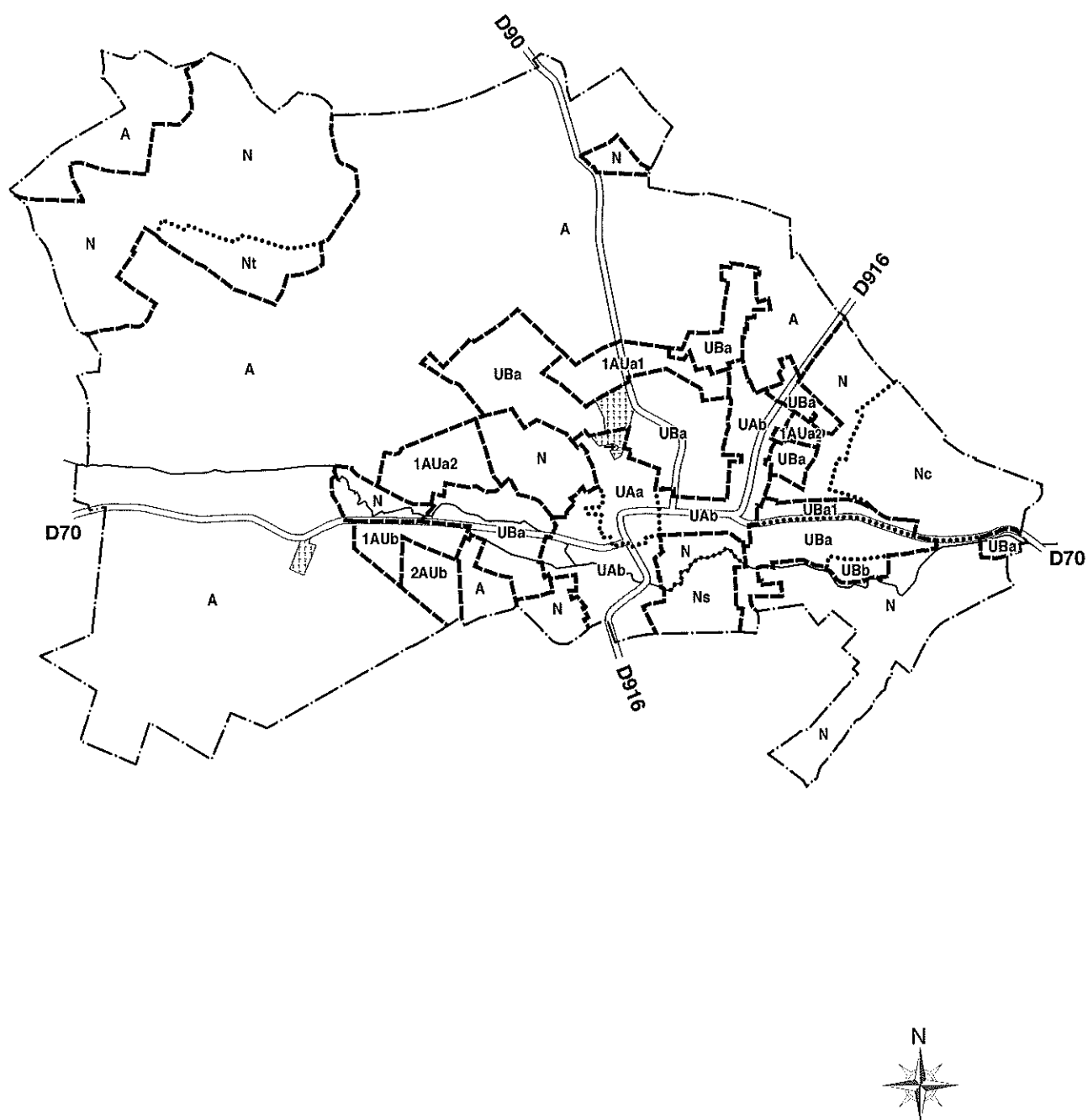
III – 28 Superficie des zones

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SURFACES DE ZONES

Intitulé de la zone	Superficie en hectares POS opposable	Superficie rectifiée en hectares ¹	Superficie en hectares Révision du PLU	Evolution (d'après la surface rectifiée)
Zones urbaines				
U ⇒UA	61,64 ha	62,09 ha	25,66 ha	
dont UAa			6,13 ha	
dont UAb			19,53 ha	
⇒UB			50,91 ha	
dont UBa			47,12 ha	
dont UBa1			2,54 ha	
dont UBb			1,25 ha	
UI	0,67 ha	0,98 ha	-	
Ensemble des zones urbaines	62,31 ha	63,07 ha	76,57 ha	+ 13,50 ha
Zones naturelles à Urbaniser				
20 NA⇒1AUB	2,67 ha	3,97 ha	3,86 ha	
30 NA⇒1 AUa	18,61 ha	20,97 ha	12,75 ha	
dont 1 AUa1			5,65 ha	
dont 1 AUa2			7,10 ha	
2AUB			3,54 ha	
NB	3,5 ha	3,19 ha	-	
dont NBa				
Ensemble des zones naturelles à urbaniser	24,78 ha	28,13 ha	20,15 ha	-7,98 ha
Zone agricole				
10 NC	290,63 ha	290,01 ha		
dont 10 NCa	9,14 ha	8,75 ha		
⇒A			247,23 ha	
Ensemble zone A	299,77 ha	298,76 ha	247,23 ha	- 51,53 ha
Zone naturelle et forestières				
20 NC	11,12 ha	10,23 ha	-	
⇒Nc	-	-	17,73 ha	
ND	59,82 ha	57,81 ha	-	
⇒N	-	-	84,68 ha	
⇒Nt	-	-	6,19 ha	
⇒Ns	-	-	5,45 ha	
Ensemble zone N	70,92 ha	68,04 ha	114,05 ha	+46,01 ha
Superficie totale couverte par le POS	457,8 ha	458,00 ha	458,00 ha	-

¹ Les superficies totales indiquées dans le POS opposable ne correspondent pas aux superficies réelles calculées à l'aide de l'outil informatique. La comparaison a donc été établie sur la base de la superficie rectifiée.

Pernes-en-Artois : Proposition de zonage



III- 3- L'application des lois et l'incidence des orientations du plan sur l'environnement

Lors de ses réflexions, le groupe de travail s'est attaché à être conforme avec la réglementation relative à l'urbanisme, notamment les textes des lois ci-après et leurs décrets d'application :

Loi n° 90 -449 du 31 mai 1990 relative au droit au logement

Loi d'Orientation pour la Ville n° 91- 662 du 13 juillet 1991

Loi sur l'eau, n° 92-3 du 3 janvier 1992

Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit

Loi n° 93-24 du 8 Janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages

Lois n° 94- 624 et 95-74 du 21 janvier 1995 relatives à la diversité de l'habitat

Loi Barnier n° 95-101 du 2 février 1995

Loi d'orientation agricole sur le droit de l'urbanisme du 09 juillet 1999 (circulaire du 10 septembre 1999).

Loi Solidarité Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000

Ont notamment été pris en considération les documents suivants:

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
- Plans des servitudes d'utilité publique
- Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Clarence

III-31 Prise en compte de la Loi d'Orientation Agricole

L'élaboration du PLU de Pernes en Artois a pris en compte les dispositions de la loi d'Orientation Agricole du 09 juillet 1999, en ce qui concerne ses répercussions sur le droit de l'urbanisme, telles qu'elles sont précisées par la circulaire du 10 septembre 1999 :

- Dans le projet PLU, les exploitations agricoles pratiquant l'élevage ont été prises en compte. En effet, aucune zone à vocation d'habitat n'a été créée aux abords de ces derniers. Les bâtiments d'élevage des deux exploitations agricoles pratiquant l'élevage, ainsi que les terrains attenants à ces derniers ont été conservés en zone agricole (A).

Afin de permettre à l'exploitation agricole pratiquant l'élevage située rue Hazoys d'assurer pleinement son activité dans le court terme, la zone 2 AUb ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'après une procédure de modification incluant l'enquête publique.

Par ailleurs, afin de protéger, à l'avenir, les habitants de la commune des nuisances olfactives liées aux élevages, seule la zone A autorisera à l'article 1 du règlement : « la création, l'extension et la transformation de bâtiments et installations liées aux activités agricoles ressortissant ou non de la législation sur les établissements classés dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à l'intérêt des lieux et ne compromettent pas le caractère de la zone et sont directement liées au bon fonctionnement des exploitations agricoles ».

- L'élaboration du PLU entraîne une légère réduction des terres agricoles. La chambre d'Agriculture, associée aux travaux d'élaboration du PLU, a pu dans ce cadre émettre des observations.

III-32 Incidences sur l'environnement et prise en compte de sa protection et de sa mise en valeur

Pernes en Artois recèle quelques éléments de patrimoine paysager qui, au titre de la Loi n° 93-24 du 8 Janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages, peuvent être protégés au travers du PLU.

Les principales options d'aménagement du PADD, urbanisation agglomérée autour du bourg existant, valorisation du fond de vallée de la Clarence et du bois de la ville et préservation d'un paysage agricole homogène, concourent à maintenir le paysage rural et verdoyant de la commune.

- l'espace agricole

La volonté de préserver l'espace agricole s'exprime notamment au travers du classement en zone à vocation strictement agricole (A). De plus, la commune, en cherchant à limiter l'urbanisation linéaire, le long des départementales 70, 90 et 916, a recentré l'urbanisation autour du centre-bourg.

- le bois de la ville et les boisements

Le principal espace boisé présent sur la commune, composé du bois de la ville et du bois de la Paroye, se situant au nord-ouest de Pernes, est protégé par son inscription au plan de zonage du PLU, en espace boisé classé et par son classement en zone naturelle de protection des espaces sensibles. Dans ce souci de préservation, l'article 6 du règlement des zones N et A exige un recul minimum de 40 mètres des constructions et installations par rapport à la limite du bois de la ville. D'autre part, les massifs boisés localisés à l'entrée est de la ville compris dans le secteur de la carrière de grès et les boisements situés au lieu dit le chemin d'Aumerval sont préservés par leur inscription en espaces boisés classés.

La zone boisée du fond de vallée au sud-est du territoire par son classement en zone naturelle est également protégée.

Le bois de la ville et le bois de la *paroye* relèvent notamment d'une servitude AD d'autorisation de défrichement.

- La Clarence bordée par des prairies humides

La protection de la Clarence est assurée à l'article 6 du règlement des zones UA, UB, A et N, en imposant l'implantation de toute nouvelle installation ou construction avec un recul minimum de 10 m des berges du cours d'eau.

D'autre part, la volonté de préserver et de valoriser les abords de la Clarence se traduit au plan de zonage par l'inscription des terrains non occupés bordant la Clarence et le fond de vallée humide en zone naturelle à protéger.

- les chemins de randonnées

Les sentiers de randonnées sillonnant la commune constituent des atouts importants offrant un cadre paysager qualitatif de promenade aux résidents du secteur et aux visiteurs. Leur inscription en itinéraire de Grande Randonnée au plan des obligations diverses en conformité avec le PDIPR assure leur préservation.

III-33 Préserver le paysage bâti et le cadre de vie urbain

Le paysage urbain implique de nombreux composants que le groupe de travail a veillé à préserver ou améliorer.

À cet effet de nombreuses dispositions visent à préserver l'harmonie du paysage bâti et du cadre de vie

III- 331 Un tissu urbain homogène

Diverses mesures ont pour but d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et faire en sorte qu'elles ne déparent pas dans l'ensemble du bâti existant. L'homogénéité du tissu bâti est recherchée sans pour autant que la diversité ne soit exclue.

La règle d'implantation par rapport aux voiries publiques (article 6) organise le paysage urbain dans le sens de l'existant. L'obligation d'implanter les constructions en retrait par rapport à la voie publique, élargit la perspective sur la voie. La possibilité de s'implanter en limite d'emprise publique vise à préserver la continuité du bâti existant.

Le noyau ancien est constitué d'un habitat traditionnel typique de l'Artois, situé en front à rue, sur de petites parcelles. La zone UA en autorisant d'une part à l'article 6 du règlement, une implantation des constructions en limite d'emprise publique ou avec un recul identique à une des constructions voisines existantes et prescrivant d'autre part l'implantation obligatoire sur les limites séparatives, permet de maintenir et de préserver le caractère dense traditionnel du centre-bourg. L'absence de limitation d'emprise au sol, ou le fort coefficient applicable, participe à conserver ses caractéristiques

A contrario, dans la zone UB, à l'instar des constructions déjà réalisées, le règlement prescrit l'obligation d'observer soit avec un recul identique à une des constructions voisines existante soit avec un recul minimum de 5 m et édicte un coefficient d'emprise au sol inférieur à celui de la zone centrale et de ses faubourgs.

La hauteur maximale des nouvelles constructions (article 10) a été déterminée en fonction des constructions existantes pour donner un paysage relativement homogène dans son ensemble. Toutefois, il n'en résulte pas une uniformisation du paysage car, d'une part c'est une hauteur maximale qui est déterminée à l'article 10 et, d'autre part, pour les habitations, cette hauteur est exprimée non pas en valeur absolue mais en terme de niveaux habitables. Les maxima de hauteur autorisés dans la zone varient donc par conséquent de R+2+C dans le noyau ancien, R+I+C à R+C dans les secteurs plus périphériques, préservant leur caractère aéré.

L'article 11 du règlement concernant l'aspect extérieur des constructions vise à intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement (matériaux, toiture, clôture,...). Une attention particulière traduite en terme de prescriptions réglementaires a été mise en œuvre dans un souci de préservation de l'architecture traditionnelle des constructions du cœur ancien de Pernes (rythme entre pleins et vides, percements, éléments de saillie, d'ornementation...).

III- 332 Une circulation fluide

L'obligation, pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, de prévoir sur la parcelle deux places de stationnement dans l'enveloppe urbaine actuelle et 3 places de stationnement dans le secteur d'urbanisation future moins dense à vocation résidentiel (article 12), répond à un souci de fluidité de la circulation piétonne et automobile en évitant que les véhicules stationnent sur le domaine public. D'autre part, dans le cas d'opération d'ensemble, deux places de stationnement devront être prévus pour la réalisation de 5 logements à l'usage des visiteurs.

En outre, afin de régler les problèmes de capacité de stationnement en centre-bourg ou à proximité des équipements sportifs, des emplacements réservés ont été inscrits par la municipalité. Dans le secteur central, la commune s'engage, dans le cas d'opération augmentant le nombre de logement, à réaliser la création des places manquantes, sur la base d'une place par logement supplémentaire, en contrepartie d'une participation financière du pétitionnaire lorsqu'il n'est pas possible de créer les places de stationnement sur l'unité foncière.

Par ailleurs, ce souci concerne également les établissements à usage d'activité, quels qu'ils soient, qui devront prévoir un nombre de places de stationnement en adéquation avec leurs besoins propres et celui de leurs clients ou fournisseurs. Seul le centre-bourg déroge à cette obligation afin de ne pas nuire à la vitalité commerciale.

III- 333 Limiter les problèmes de voisinage

L'article 7 comme l'article 8 protège les conditions d'éclairage et d'ensoleillement des constructions, plus particulièrement des constructions établies sur les parcelles voisines.

En limitant la constructibilité à une certaine profondeur (article 6), l'autorité limite les problèmes de voisinage et de circulation occasionnés par les constructions dites en marteau.

III- 334 Le patrimoine architectural remarquable

L'église Saint Pierre et l'hôtel de ville présentent un intérêt en terme de patrimoine architectural régional. A ce titre, ils sont signalés au plan des servitudes et obligations diverses du porter à connaissance comme des édifices à protéger.

D'autre part, le centre ancien classé en secteur UAa intègre dans l'article 11 des prescriptions spécifiques afin d'assurer la préservation du patrimoine architectural (les matériaux des toitures et façades, le rythme entre pleins et vides, les percements...).

III- 335 Prise en compte de la qualité des entrées de ville

En application de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement, sur le territoire de Pernes en Artois, la RD 916 est concernée par l'article L 111.1-4 du code de l'urbanisme. De ce fait, « en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations » sont interdites dans une bande de 75 m de part et d'autre de l'axe de la RD 916.

Le projet PLU n'inscrit pas l'urbanisation de ce secteur, l'équipe municipale souhaitant stopper l'urbanisation linéaire le long des routes départementales mais la grouper en contact de l'enveloppe urbaine actuelle.

III-34 Préserver la qualité des eaux souterraines

Le SDAGE précise les objectifs de la Loi sur l'eau, n° 92-3 du 3 janvier 1992, à savoir : protéger les eaux souterraines et de surface, et plus particulièrement éviter leur pollution.

Le Secteur est riche en eau souterraine du fait de la présence en sous-sol d'une roche perméable qui se comporte en véritable réservoir d'eau potable: la craie.

La craie affleure le plus souvent au niveau des flancs de vallées et vallons. La nappe de craie ne bénéficie alors que de très peu de protection naturelle.

Les directives de la Loi sur l'Eau en matière d'assainissement et de gestion de la ressource en eau, s'exprimant notamment au travers du SDAGE, visent à les protéger de toute pollution.

La municipalité s'attachera à ce que les objectifs du PLU soient cohérents avec ceux du SDAGE et des autres documents relatifs à la gestion de l'eau.

Afin d'être en conformité avec les directives de la Loi sur l'Eau, la commune doit réaliser le Schéma Directeur d'Assainissement. La réalisation de ce Schéma, menée par la Communauté de Commune du Pernois est en cours. Sur le territoire communal, la protection des eaux souterraines et de surface transparaît notamment à l'article 4 (desserte des terrains par les réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales) du règlement de chaque zone.

Les terrains constituant des dents creuses dans le tissu actuellement urbanisé ne sont pas encore tous desservis par le réseau d'assainissement collectif. Le règlement prévoit que dans ce cas (art. U4), un système d'assainissement non collectif est autorisé sous conditions (mise hors circuit lors du raccordement ultérieur par exemple).

D'autre part, afin d'assurer un traitement des eaux pluviales qualitatif, économique, adapté à la nature du sol (craie) et soucieux de la préservation de la ressource en eau souterraine, des prescriptions spécifiques concernant l'évacuation des eaux pluviales ont été intégrées dans l'article 4 de toutes les zones.

Par ailleurs, en application de l'article R. 123-34 du code de l'urbanisme, sont annexés au PLU les plans du réseau d'eau potable et d'assainissement ainsi qu'une note technique précisant les caractéristiques essentielles de la desserte actuelle et à venir.

III-35 Prévenir les risques naturels prévisibles et les risques technologiques

Conformément à la Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à la prévention des risques majeurs, au travers de son projet PLU, la municipalité doit veiller à ne pas exposer la population à des risques naturels ou technologiques ou ne pas accroître les risques existants.

III-351 Prévenir les risques d'inondations

Le territoire communal est concerné par des risques d'inondations :

- par débordement de la Clarence
- par ruissellement

Ces risques ont été répertoriés au sein du Plan de Prévention des Risques d'Inondations du bassin versant de la Clarence en instance. L'objectif principal de ce plan est d'effectuer un zonage du risque d'inondations par la confrontation des aléas (probabilité d'inondations) et des enjeux (vulnérabilité par rapport à l'occupation du sol). Les dispositions prescrites devront veiller à ne pas avoir une accentuation des enjeux, tout en cherchant à limiter l'aléa.

Ce plan une fois mis en application apparaîtra au plan des servitudes. Dans l'attente de son approbation, ont été pris en compte les travaux définissant les secteurs concernés par le risque d'inondation en veillant à ne pas y renforcer l'urbanisation, notamment en classant les terrains non urbanisés en zone naturelle de protection.

III-352 –Préserver la ressource en eau

Bien qu'à l'heure actuelle, il n'y ait pas de Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux de la Lys (SAGE), il nous faut prendre en compte, à Pernes, les contraintes liées à l'eau dans les grands enjeux de l'aménagement du territoire.

Le territoire de Pernes était concerné par un périmètre de protection de captage (indice BRGM : 00187X0037) qui a depuis été abandonné.

La volonté de protéger les eaux souterraines de tout risque de pollution s'est traduite par une réglementation de l'article 4 du règlement de chaque zone, notamment l'obligation :

- de se raccorder au réseau d'assainissement et, à défaut, de disposer d'une installation d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur raccordable au réseau collectif dès sa mise en service.
- de traiter les effluents agricoles et artisanaux avant de les rejeter
- de garantir le libre écoulement des eaux pluviales

III-353 – Limiter les risques induits par la circulation

La commune est traversée par deux grands axes routiers : la RD 916 et la RD 70. La sécurité routière aux abords de ces voies de communication est un problème à ne pas négliger.

Dans ce cadre, la commune souhaite assurer la sécurité routière sur ces voies en limitant le nombre d'accès et en évitant une trop grande urbanisation le long de ces axes. Dans ce sens, à l'article 3 de la zone 1AUb, les accès sur la RD 70 sont réglementés : « chaque terrain ne peut avoir qu'un seul accès automobile sur les voies ouvertes à la circulation ou deux accès en sens unique. UN second accès est autorisé sur les terrains de plus d'1 ha. Ces accès doivent être distants d'au moins 25 m de tout carrefour. »

Les zones U et AU jouxtant ces voies de communications ont été reprises de manière à ne pas poursuivre l'urbanisation le long de ces voies, hormis le pôle d'activité. Le secteur UBa1 situé le long de la RD 70 présentant un nombre important de dents creuses, des prescriptions spécifiques réglementent l'implantation des constructions afin d'assurer la sécurité routière du secteur. Ainsi, dans le secteur UBa1, les constructions ou installations doivent être implantées avec un recul minimum de 15 m. de la limite d'emprise de la RD 70.

D'autre part, dans la zone 1AUb, les constructions ou installations doivent être implantées avec un recul minimum de 10 mètres de la limite d'emprise de la RD 70 (article 6).

III-354 – Prendre en compte le bruit généré par les infrastructures de transport terrestre

La commune est traversée par les RD 916 et RD 70, infrastructures terrestres reconnues comme bruyantes et classées en tant que telles en catégorie 4.

En application des articles L.571-9 et 10 du Code de l'environnement, le projet de PLU doit prendre en compte cette contrainte, tout au moins inciter les habitants à se conformer aux normes de protection acoustique aux abords de ces infrastructures.

Une partie de la zone urbanisée de Pernes est soumise aux nuisances sonores engendrées par les RD 916 et RD 70. Les zones concernées par ces nuisances sont les zones UA, UB et N.

Ces nuisances sont portées à la connaissance du public au travers du règlement des zones affectées. Au chapeau de zone, est spécifié :

« Dans une bande de 30 m de part et d'autre de la plateforme de la RD 70 (du PR 16 197 au PR 17 200), ainsi que dans une bande de 30 m de part et d'autre de la plateforme de la RD 916 (du PR 26 800 au PR 27 200), les constructions exposées au bruit des voies de 4ème catégorie, telle qu'elles figurent au plan des annexes, sont soumises à des normes d'isolation acoustique conformément à l'article R. 111-4-1 du Code de la construction et de l'habitation, aux articles L.571-9 et 10 du Code de l'environnement, aux décrets d'application n° 95-20 et 95-21 du 09 janvier 1995 et aux arrêtés du 09 janvier 1995 et du 30 mai 1996, complétés par l'arrêté préfectoral du 23 août 2002 relatif au classement des routes départementales du Pas-de-Calais ».

III-355- Prendre en compte la collecte et le traitement des déchets

La nécessité d'assurer à la population un environnement et un cadre de vie de qualité implique la prise en considération du traitement et de l'élimination des déchets. Le PLU veillera à ce que le futur zonage soit en adéquation et n'entrave pas l'organisation de la collecte et le système de traitement des déchets.

Pour cela, l'article 3 du règlement des différentes zones précise que les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules d'enlèvement des ordures ménagères de faire aisément demi-tour.

Conformément à la loi sur les déchets, la collecte des déchets ménagers, réalisée par le syndicat mixte Collecte-tri-traitement, est hebdomadaire dans l'ensemble de la commune. Ces derniers sont acheminés vers le Centre d'Enfouissement Technique de classe 2 de Camblain-Châtelain. Une note technique est donc annexée au dossier PLU.

III-356 Prendre en compte la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996

En application de l'article L 123-1-1 du code de l'urbanisme, le PLU doit prendre en considération les orientations des Plans de Déplacements Urbain que la Loi sur l'Air et l'utilisation rationnelle de l'énergie en date du 30 décembre 1996 impose aux villes et aux communes de plus de 100 000 habitants.

Par ailleurs, le PLU prendra en compte les installations classées afin de prévenir des pollutions et nuisances de toute nature.

Conformément à la Loi sur l'air, deux principes ont présidé à l'élaboration du PLU.

➤ La création d'une zone 1 AUB à la sortie ouest du bourg aux abords de la RD 70 dont la desserte s'appuiera sur le futur point de rencontre entre la RD 70 et la RD 301 afin d'éviter que:

- les entreprises, pouvant initier un trafic poids-lourds important, ne s'installent de manière désordonnée dans le territoire
- le trafic routier généré par les entreprises ne traverse directement le bourg.

D'autre part, la zone à vocation d'habitat n'est pas renforcée dans ce secteur afin de tenir compte des éventuelles pollutions de l'air liées aux activités et à la circulation.

➤ Le renforcement du centre-bourg en continuité de l'enveloppe urbaine existante permettant de limiter les besoins en circulation automobile internes à la commune.

III-357 – Prendre en compte les servitudes d'utilité publique

Diverses servitudes d'utilité publique grèvent le territoire de la commune de Pernes. Conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme, elles sont annexées au dossier de PLU au travers du plan des servitudes et des fiches qui précisent les prérogatives, droits et des obligations de la puissance publique et des propriétaires concernés.

Lors des études d'élaboration du PLU, la municipalité a pris en considération chacune des servitudes suivantes :

- la servitude relative à la distribution de gaz : canalisation Aumerval-Pernes-Ourton. Aucune zone à vocation d'habitat ou d'activité n'a été inscrite sur des terrains traversés par des canalisations de gaz. Enfin, aucune des dispositions du PLU ne s'oppose à l'exercice des servitudes de protection des canalisations de gaz.

- la servitude d'alignement (EL.7) le long des RD 916, RD 90 et RD 70 Les reculs inscrits à l'article 6 du règlement des zones permettent de respecter les servitudes d'alignement le long des ces voies.

- la servitude de protection relative aux communications téléphoniques et télégraphiques (PT3)

Câbles régionaux FO 62-5382, 84-03 A et UP 62-106.

Aucune disposition du PLU ne s'oppose aux servitudes de protection de ces câbles.

- la servitude de protection des installations électriques :

Lignes Pernes-Gosnay et Pernes- St Pol

Aucune zone à vocation d'habitat ou d'activité n'a été inscrite sur des terrains traversés par des lignes électriques haute tension. Enfin, aucune des dispositions du PLU ne s'oppose à l'exercice des servitudes de protection des canalisations de gaz.

- la servitude de protection des installations sportives correspondant au stade municipal de Pernes et à la salle des Sports.

Aucune disposition du PLU ne s'oppose aux servitudes de protection de ces équipements sportifs.

III-36 SCOT

La commune de Pernes-en-Artois n'est pas concernée par un Schéma Directeur (devenu Schéma de Cohérence Territoriale depuis la loi SRU n°2000-1208 du 13 décembre 2000).

III- 4- Les actions d'accompagnement

Le Plan Local d'Urbanisme ne peut résoudre à lui seul l'ensemble des problèmes se posant à la commune.

Il est toutefois la traduction d'une politique d'aménagements dont la réussite implique un certain nombre d'actions à entreprendre pour améliorer le cadre de vie et l'environnement.

III -41 -Les implications financières

Le développement urbain envisagé au le Projet d'aménagement et de développement durable et à sa traduction dans le PLU implique que soit réalisé un certain volume d'équipements.

Des acquisitions foncières doivent être prévues, les réseaux doivent être recalibrés. Enfin le fonctionnement et l'entretien des équipements doivent être assurés.

Les implications financières dues à la mise en oeuvre des dispositions du PLU doivent être examinées avec soin et être compatibles avec les moyens budgétaires de la commune.

III -42 -L'amélioration du paysage urbain

La qualité urbaine des zones agglomérées est, pour une bonne part, le résultat d'un effort constant d'amélioration et d'entretien de l'environnement.

Divers domaines devront faire l'objet de ces efforts.

La collectivité dispose d'un certain nombre d'outils pour améliorer le paysage urbain. D'une part, elle a la possibilité de refuser un permis de construire *"si la construction est de nature à porter atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels et urbains"*.

D'autre part, les pouvoirs de police du maire permettent notamment :

- d'éviter l'installation sauvage de caravanes ;
- de limiter la propagation des dépôts sauvages, ...

Mais c'est surtout par une politique d'information et d'incitation que la municipalité parviendra à ce que les habitants contribuent à la qualité du cadre de vie. La commune doit encourager les candidats-constructeurs et les architectes à insérer leur projet dans l'environnement en prenant en compte son impact visuel et en traitant les abords et les accès du bâtiment (volet paysager du permis de construire). Pour ce faire, la mise en valeur de bâtiments anciens devrait être favorisée. D'une part, les quelques éléments de mémoire collective, points de repère dans le paysage urbain, seraient mis en valeur. D'autre part, les candidats-constructeurs pourraient s'inspirer des constructions anciennes (matériaux et volumes des constructions existantes et des corps de ferme), pour mieux insérer leur projet dans le paysage urbain.

Par ailleurs au travers de ses actions sur le terrain et d'une politique de communication, la municipalité doit inciter la population à participer au paysage urbain : rénovation des façades, diminution du nombre des panneaux publicitaires, entretien des espaces végétalisés et des éléments bâtis.

Outre le volet "paysager" du permis de construire, la municipalité s'attachera à ce que les prescriptions du PLU en matière d'implantation, d'alignements et de gabarits, de surfaces libres et d'espaces verts en lotissement soient respectées. De même, elle veillera à ce que les candidats constructeurs et les lotisseurs raccordent, dans la mesure du possible, en souterrain, les habitations aux réseaux collectifs d'électricité et de téléphone.

D'autre part, la municipalité intervient directement sur la qualité des espaces dont elle a la charge. C'est à elle qu'incombe l'entretien des espaces publics, de la voirie et des équipements communaux. Elle peut améliorer le cadre de vie par des plantations en bordure de voirie, créer de nouveaux espaces publics, agrémenter les entrées de la commune, ... Les plantations, la création et l'entretien régulier des espaces publics plantés, le maintien en bon état des équipements publics et de leurs abords, concourent à la qualité du cadre de vie.

III -43 -La protection et la conservation du paysage naturel et du caractère rural de la commune

De manière générale, la commune pourra mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et d'information sur le thème de la protection du patrimoine et du paysage. Cette démarche pourra être plus ou moins ciblée : chasseurs, randonneurs, enfants, agriculteurs, et s'appuyer sur les structures associatives existantes.

Une action plus spécifique sur le thème des paysages agricoles pourrait inciter à entretenir, maintenir ou recréer les haies séparatives.

La municipalité devra veiller à la sauvegarde des espaces verts de la commune. Outre l'entretien du patrimoine communal, elle pourra se rendre acquéreur de nouvelles parcelles et réaliser des plantations. Cette initiative communale pourrait appuyer une politique de sensibilisation des propriétaires de vastes terrains et d'incitation à réaliser des plantations, notamment grâce à des aides.

La municipalité devra inviter les aménageurs à opérer le traitement paysager indispensable à l'intégration des installations dans leur environnement, en s'appuyant sur les prescriptions du règlement des zones U, plus particulièrement celles qui concernent les marges de recul, les aires de stockage et les plantations.

Par ailleurs, outre la collecte des déchets ménagers, la municipalité devra exercer son pouvoir de police afin d'éviter la création de décharges et de dépôts sauvages.

III -44 -La protection de la qualité des eaux souterraines

III- 441 Un assainissement de qualité

Conformément aux directives de la loi sur l'Eau, l'assainissement collectif relève de la compétence communale ainsi que le contrôle de l'assainissement autonome. Les responsabilités confiées à la municipalité par la loi sur l'eau ont pour but de remédier à l'inadaptation fréquente des filières d'assainissement par rapport au milieu où elles sont implantées.

Aussi, la municipalité devra s'assurer que, une fois le réseau collectif d'assainissement réalisé, tout immeuble non raccordé au réseau collectif soit doté d'un dispositif d'assainissement autonome en adéquation avec la nature du sol. Elle pourra mener des actions d'information et de sensibilisation pour promouvoir la qualité des équipements d'assainissement.

La commune est tenue de réaliser un contrôle technique des installations d'assainissement avant le 31 décembre 2005. En outre, elle veillera à ce que la capacité du réseau d'assainissement soit mise en conformité avec le volume des rejets dans les zones desservies.

Dans les zones où aucun raccordement n'est envisagé, la municipalité devra s'assurer que les constructions disposent d'une installation autonome en adéquation avec la nature du sol, conforme aux normes en vigueur et régulièrement entretenue.

III- 442 Limiter les autres formes de pollution

La municipalité pourra mener une campagne d'information et de sensibilisation en direction de la population afin que les rejets directs des effluents dans le milieu naturel soient limités. Elle pourra informer les riverains, les agriculteurs, les randonneurs, les enfants (club de dessin, ...) de l'intérêt de maintenir les phénomènes hydrodynamiques, les écosystèmes, notamment aux abords de la Clarence.

En ce qui concerne l'exploitation agricole, elle pourra informer les exploitants quant aux risques de pollution et les inciter à limiter et à mieux gérer l'usage des engrais et des produits phytosanitaires, et à traiter les effluents agricoles avant de les rejeter comme les y oblige la loi sur l'Eau.

III -45 -Les infrastructures

L'entretien régulier des voiries et réseaux divers, et l'organisation efficace des circulations doivent être également assurés.

Une bonne organisation urbaine, liée à une voirie bien hiérarchisée, peut voir le jour, notamment par la création judicieuse de voiries désenclavant les zones à urbaniser (1 AU et 2 AU) et, dans ces zones elles-mêmes, par la création de voiries internes en cul-de-sac.

En outre, le respect d'un certain nombre de prescriptions édictées au règlement permettra d'améliorer la circulation et donc d'accroître la sécurité des habitants : emplacements de parking sur les parcelles construites en nombre suffisant pour que les véhicules ne stationnent pas sur la chaussée, hauteur des clôtures à l'angle des voies pour améliorer la visibilité.

III -46 -La lutte contre les nuisances

L'article L. 2212-4 du code des collectivités territoriales stipule que : "La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques." Dans ce cadre la commune est tenue de prévenir et de faire cesser les pollutions de toutes natures.

III -47 -La prise en compte de l'environnement

Le monde rural a toujours cherché à protéger son environnement puisque les espaces naturels étaient, pour lui, un outil de travail qu'il ne fallait pas dégrader. La qualité de l'environnement et du cadre de vie est aujourd'hui une préoccupation qui rallie l'ensemble de la population. A Pernes-en-Artois, ce n'est plus seulement un souci de rural (protection de l'outil de travail), mais un souci de rurbain : protection contre les nuisances (bruit, odeurs,...), protection d'espaces naturels (prairies,...)

En outre, la qualité de l'environnement au sens large est aujourd'hui un critère dans le choix du site des entreprises.

Certains de ces problèmes dépassent, bien entendu, la compétence de la municipalité, mais d'autres peuvent être, en partie, améliorés dans le cadre du PLU par des règles spécifiques ou des mesures de protection. Il incombe alors à la municipalité d'exercer un contrôle efficace lors de la délivrance des permis de construire, notamment de s'assurer de l'application des objectifs ainsi exprimés.

III -471 -La protection des espaces naturels

La zone naturelle de protection des espaces sensibles (zone N), souligne la volonté de la municipalité de préserver les espaces fragiles.

Mais, au-delà de la stricte protection de la nature, la zone N permet d'offrir et de maintenir un cadre de vie agréable aux habitants actuels ou futurs de la commune.

L'activité agricole est indispensable au maintien et à la mise en valeur d'une vaste superficie de la plaine. En dehors même de la stricte protection de l'outil de travail des agriculteurs, le classement des espaces agricoles en zones A, facilite la protection de ces espaces semi naturels.

III -472 -Les Boisements

Le boisement de surfaces agricoles

Afin d'aider à la plantation d'espaces agricoles, l'Etat a mis en service une prime annuelle au boisement des surfaces agricoles : Décret 94-1054 du 1^{er} -12-1994, arrêté préfectoral du 11-01-1995 allouée aux exploitants et aux non exploitants.

Les exploitants agricoles chefs d'exploitation à titre principal, propriétaire des fonds à boiser, ou preneurs d'un bail emphytéotique ou fermiers ou métayers qui réalisent le boisement avec l'accord du propriétaire peuvent bénéficier de cette prime à raison de 2000 F/ha.

Les propriétaires (non exploitants agricoles à titre principal) des fonds agricoles à boiser peuvent prétendre à une prime de 1000 f/ha.

Durée de versement de la prime

- 7 ans pour les plantations de peupliers en futaie,
- 10 ans pour les plantations de conifères et feuillus divers,
- 15 ans pour les plantations de chênes rouvres et pédonculés et de hêtres.